



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2021



SOMMAIRE

01 RAPPORT D'ACTIVITÉ

1	RÉSULTATS SEMESTRIELS ENGIE 2021	7
2	AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT.....	20
3	ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	22
4	AUTRES POSTES DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	26
5	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	27
6	PERSPECTIVES	28

02 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

COMPTE DE RÉSULTAT	32
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	33
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	34
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	36
ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE.....	38

03 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Note 1	RÉFÉRENTIEL ET MÉTHODES COMPTABLES	41
Note 2	PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE.....	45
Note 3	INDICATEURS FINANCIERS UTILISÉS DANS LA COMMUNICATION FINANCIÈRE.....	47
Note 4	INFORMATION SECTORIELLE	51
Note 5	VENTES.....	57
Note 6	ACHATS ET DÉRIVÉS À CARACTÈRE OPÉRATIONNEL	59
Note 7	AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES.....	60
Note 8	RÉSULTAT FINANCIER	61
Note 9	IMPÔTS	62
Note 10	GOODWILL ET IMMOBILISATIONS.....	63
Note 11	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	65
Note 12	RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS.....	70
Note 13	PROVISIONS.....	75

Note 14	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	77
Note 15	CONTENTIEUX ET ENQUÊTES	78
Note 16	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	80

01 RAPPORT D'ACTIVITÉ

1	RÉSULTATS SEMESTRIELS ENGIE 2021	7
2	AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT.....	20
3	ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET.....	22
4	AUTRES POSTES DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	26
5	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	27
6	PERSPECTIVES.....	28

1 RÉSULTATS SEMESTRIELS ENGIE 2021

Résultats financiers ENGIE au 30 juin 2021

Amélioration marquée de la performance financière Progrès importants dans la mise en œuvre du plan stratégique Révision à la hausse de la guidance ⁽¹⁾ 2021

Faits marquants opérationnels

- Nouvelle organisation mise en place le 1^{er} juillet pour un ENGIE plus simple
- Création d'EQUANS, nouveau leader des services multi-techniques
- Exécution cadencée des cessions : vente partielle de GTT et vente complète d'ENGIE EPS finalisées
- Signature d'un accord portant sur la vente de 11,5% de GRTgaz
- 1,2 GW de capacités renouvelables mises en service au S1 ; en bonne voie pour l'objectif de 3 GW en 2021, afin d'atteindre 9 GW de mises en service entre 2019 et 2021
- Forte croissance organique de l'EBIT, en hausse de 44%
- EBIT en hausse organique : +321 millions d'euros pour les Solutions Clients, + 285 millions d'euros pour le Nucléaire et +264 millions d'euros pour les Infrastructures
- Forte croissance des Solutions Clients et du *Supply*, bénéficiant de l'amélioration de la situation sanitaire
- Impact négatif des taux de change de 0,1 milliard d'euros au niveau de l'EBIT, principalement dû à la dépréciation du BRL et de l'USD
- Plan de performance en bonne voie avec environ 50 millions d'euros de contribution nette au niveau de l'EBIT
- Forte génération de *cash-flow*, avec un CFFO ⁽²⁾ de 4,3 milliards d'euros
- Révision à la hausse de la guidance 2021, avec un RNRpg attendu entre 2,5-2,7 milliards d'euros

Performance financière

Chiffres-au 30 juin 2021 ⁽³⁾

En milliards d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute en %	Variation organique en % ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	31,3	27,4	+13,9%	+16,7%
EBITDA	5,4	4,5	+21,1%	+23,1%
EBIT	3,1	2,2	+42,4%	+44,4%
Résultat net récurrent part du Groupe	1,4	0,7	+85,9%	+67,0%
Résultat net, part du Groupe	2,3	0,0		
Cash Flow From Operations (CFFO) ⁽¹⁾	4,3	3,0	+43,9%	
CAPEX ⁽²⁾	3,7	3,0	+21,4%	
Endettement financier net	24,2	22,5	1,8 par rapport au 31 déc. 2020	

(1) Variation organique = variation brute hors effets de change et de périmètre.

(2) Net des produits de cession dans le cadre du schéma DBSO (Develop, Build, Share & Operate) et du schéma de tax equity.

(1) Certaines hypothèses de la guidance 2021 ont été mises à jour en juillet 2021 pour refléter la performance S1 (réévaluation de l'impact de l'épisode de froid extrême au Texas en février, niveaux élevés de disponibilité des actifs nucléaires en Belgique, température plus froide que la moyenne en France) et avec une perspective actualisée pour l'ensemble de l'année : prix de commodités aux conditions de marchés du 30 juin 2021 ; taux de change moyens pour 2021 : €/€ : 1,20 et €/BRL : 6,28 ; jusqu'à 0,1 milliard d'euros d'effet dilutif sur l'EBIT provenant d'environ 2,5 milliards d'euros de cessions ; pas de détérioration majeure des restrictions liées à la Covid, telles qu'expérimentées au S1 2021. Les autres hypothèses restent inchangées : température moyenne en France pour S2 2021 ; répercussion complète des coûts d'approvisionnement sur les tarifs régulés du gaz en France ; absence de changement substantiel de réglementation ou de l'environnement macro-économique ; absence de changement comptable significatif au sein du Groupe ; absence de traitement comptable en « activités non poursuivies ».

(2) Cash Flow From Operations = Free Cash Flow avant Capex de maintenance.

(3) Variations vs. S1 2020.

1.1 Révision à la hausse de la guidance 2021

Les éléments de détermination des objectifs et les hypothèses sous-jacentes sont présentés dans la section 6 «Perspectives» de ce rapport d'activité.

Compte tenu de la forte performance du premier semestre et d'une perspective actualisée pour l'ensemble de l'année, ENGIE révisé à la hausse sa guidance pour 2021.

La performance opérationnelle a été soutenue. Le *business model* local intégré d'ENGIE a permis au Groupe de compenser largement l'impact de l'épisode de froid extrême qui a frappé le Texas en février et les actifs nucléaires en Belgique ont atteint des niveaux de disponibilité très élevés. En outre, les températures plus froides en France au premier semestre et l'évolution favorable des prix de l'électricité (en Belgique et en France) devraient également contribuer à une performance financière meilleure qu'initialement prévue.

Par conséquent, pour 2021, ENGIE prévoit désormais un résultat net récurrent part du Groupe compris entre 2,5 et 2,7 milliards d'euros. Cet objectif repose sur une fourchette indicative d'EBITDA de 10,2 à 10,6 milliards d'euros et d'EBIT de 5,5 à 5,9 milliards d'euros.

Porté par d'importantes opportunités de croissance, notamment dans les Renouvelables, *Energy Solutions* et les Infrastructures à l'international, et comme indiqué en mai, ENGIE prévoit des investissements de croissance compris entre 15 et 16 milliards d'euros sur la période 2021 à 2023. Le Groupe s'attend désormais à ce que ces investissements de croissance soient plus uniformément répartis sur cette période, ainsi les Capex de croissance en 2021 sont attendus autour de 5 milliards d'euros.

En ce qui concerne les cessions, ENGIE maintient son objectif de 9 à 10 milliards d'euros pour simplifier le Groupe à un rythme soutenu entre 2021 et 2023. Pour l'exercice 2021, ENGIE prévoit désormais des cessions pour environ 2,5 milliards d'euros, avec un effet dilutif sur l'EBIT pouvant atteindre 0,1 milliard d'euros.

ENGIE continue de viser une notation de crédit «*strong investment grade*» et un ratio de dette économique nette / EBITDA inférieur ou égal à 4,0x sur le long terme.

Le Groupe réaffirme sa politique de dividende basée sur un taux de distribution de 65 % à 75 % du RNRpg. Pour rappel, le Groupe a introduit un dividende plancher de 0,65 € par action pour la période 2021-23.

1.2 Progrès réalisés dans l'exécution du plan stratégique

Mise en place de la nouvelle organisation pour un ENGIE plus simple

Conformément au calendrier établi, la nouvelle organisation est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021. Elle comprend quatre *Global Business Units* (GBUs) : Renouvelables, *Energy Solutions*, Infrastructures, Thermique & *Supply*. Ces quatre GBUs, qui sont le reflet des activités principales du Groupe, sont responsables de leurs performances financières et opérationnelles respectives.

Des hubs régionaux ont également été créés pour coordonner les entités du Groupe au niveau des pays, gérer ses parties prenantes locales et tirer parti des synergies entre les activités en mutualisant les fonctions supports. Cette nouvelle structure permettra d'améliorer l'efficacité de la gestion du Groupe, en se concentrant davantage sur ses activités principales.

Avancées significatives dans la simplification du Groupe et dans la réalisation du plan de cession

Le 1^{er} juillet 2021, ENGIE a annoncé la création d'EQUANS, une division distincte au sein d'ENGIE, avec une nouvelle équipe de direction en place, sous la conduite de Jérôme Stubler.

ENGIE avance maintenant à un rythme soutenu dans la phase suivante, celle des travaux liés à l'évolution de la structure de l'actionariat. Il existe un intérêt fort pour ces activités et le processus est en cours. Le Groupe poursuit l'examen de toutes les options afin d'en choisir la meilleure, avec l'objectif de maximiser le potentiel de croissance et la valeur

d'EQUANS. ENGIE prévoit d'être en mesure de fournir des informations actualisées au cours du second semestre, la finalisation de cette opération étant envisagée en 2022.

Par ailleurs, à la suite de la revue stratégique de la participation du Groupe dans GTT, ENGIE a finalisé en mai la vente de 3,7 millions d'actions de cette société, représentant 10 % de son capital. Avec cette cession partielle, GTT est désormais mise en équivalence depuis le mois de juin 2021. Simultanément, ENGIE a émis des obligations échangeables en actions ordinaires existantes de GTT pour un montant nominal total de 290 millions d'euros, obligations ne portant pas intérêt et arrivant à échéance en 2024. En cas d'échange intégral de ces obligations, ENGIE conserverait une participation d'environ 20%, contre 40% avant cette opération.

Le 20 juillet, ENGIE en outre a finalisé la vente de sa participation de 60,5% dans ENGIE EPS à la société taïwanaise TCC. Cette transaction a réduit la dette financière nette d'ENGIE d'environ 165 millions d'euros.

Enfin, conformément au plan stratégique, ENGIE annonce aujourd'hui avoir conclu un accord pour la cession de 11,5% de GRTgaz à la Caisse des Dépôts et CNP Assurances. Cet accord valorise les fonds propres du groupe GRTgaz à 9,8 milliards d'euros pour une valeur d'entreprise de 14,6 milliards d'euros, soit un ratio de valeur d'entreprise sur BAR de 148%, reflétant le rôle à long terme du gaz, de plus en plus renouvelable, dans la transition énergétique.

À l'issue de l'opération, ENGIE détiendra environ 61% de GRTgaz et continuera de consolider celle-ci par intégration globale. Cette transaction permettra de réduire la dette financière nette d'ENGIE de 1,1 milliard d'euros et devrait être finalisée avant le 31 décembre 2021, sous réserve de l'obtention des approbations et autorisations habituelles.

Rationalisation de l'empreinte géographique

Conformément à l'objectif du Groupe de rationaliser son empreinte géographique, ENGIE a finalisé ou signé des accords pour cesser ses activités dans quatre pays au cours du premier semestre. Le Groupe est aujourd'hui présent dans un peu plus de 50 pays et prévoit de passer à moins de 30 pays d'ici 2023.

Des progrès en matière de neutralité carbone

ENGIE continue de progresser dans son plan de sortie du charbon avec la signature d'un accord d'exclusivité pour la vente du complexe thermoélectrique de Jorge Lacerda avec Fram Capital Energy. Ce complexe, situé au Brésil, comprend une centrale au charbon de 0,8 GW. L'accord d'exclusivité, initialement signé le 25 février 2021, a été prolongé jusqu'au 13 octobre 2021.

Plan de performance bien engagé

Le plan de performance d'ENGIE a, en net, contribué à hauteur d'environ 50 millions d'euros à l'EBIT au premier semestre 2021 grâce à des réductions de coûts d'approvisionnement et des actions opérationnelles (notamment des actions d'optimisation de gestion du portefeuille), ainsi que des optimisations de structure en France, au Royaume-Uni et en Espagne. Le Groupe est en bonne voie pour que la contribution nette de ce plan de performance s'élève à 0,1 milliard d'euros pour l'ensemble de l'année 2021. Ce chiffre est en ligne avec l'objectif de 0,6 milliard d'euros de contribution nette sur la période 2021-23 tel qu'annoncé en mai dernier.

1.3 Présentation des données opérationnelles et financières

ENGIE Brazil Energia (EBE), filiale d'ENGIE, a annoncé un tragique accident survenu le 16 juillet touchant des salariés de l'un de ses sous-traitants Sigdo Koppers Ingenieria y Construcción (SKIC) travaillant à la construction des 1 800 km de la ligne de transmission électrique Novo Estado au Brésil. Sept personnes ont tragiquement perdu la vie dans cet accident et quatre ont été hospitalisées. Tous les travaux ont été immédiatement interrompus et des mesures de soutien aux victimes ont été prises. Une commission pluridisciplinaire analyse cet accident tragique et prépare un plan d'action ainsi qu'une aide aux familles des victimes ont été prises par SKIC avec le mise à jour des procédures pour permettre une reprise des activités en toute sécurité. Toutes les pensées des équipes d'ENGIE vont aux personnes touchées et à leurs familles.

1.3.1. Performance opérationnelle

ENGIE a mis en service 1,2 GW de capacités renouvelables au premier semestre.

Les infrastructures à l'international ont contribué à la croissance. En France, le déploiement des compteurs intelligents de gaz et le développement des gaz renouvelables sont en ligne avec les attentes.

Les activités de Solutions Clients ont bénéficié d'une forte reprise à la suite de l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid, à la fois pour *Energy Solutions* et EQUANS.

Les activités Thermique & *Supply* ont maintenu leur excellence opérationnelle.

Les réacteurs nucléaires belges ont atteint des niveaux de disponibilité très élevés (92% au S1 2021 contre 66% au S1 2020).

1.3.2. Analyse financière

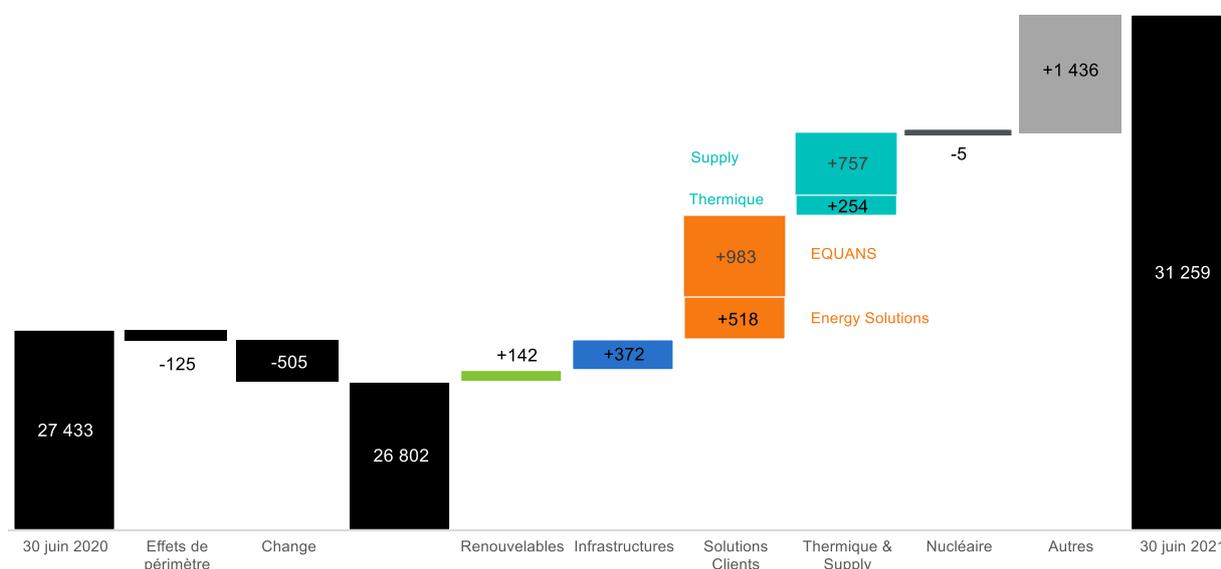
1.3.2.1. Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires contributif, après élimination des opérations intragroupe

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute en %	Variation organique en %
Renouvelables	1 461	1 512	-3,4%	+10,8%
Infrastructures	3 676	3 399	+8,2%	+11,2%
Solutions Clients	10 908	9 474	+15,1%	+16,0%
<i>Energy Solutions</i>	4 710	4 229	+11,4%	+12,4%
EQUANS	6 198	5 245	+18,2%	+18,9%
Thermique	1 783	1 625	+9,7%	+16,8%
<i>Supply</i>	8 379	7 726	+8,5%	+9,9%
Nucléaire	15	20	-24,1%	-24,1%
Autres	5 036	3 676	+37,0%	+39,9%
TOTAL	31 259	27 433	+13,9%	+16,7%

Evolution du chiffre d'affaires

En millions d'euros



Le chiffre d'affaires s'est établi à 31,3 milliards d'euros, en hausse brute de 13,9% et de 16,7% en organique.

L'augmentation brute est légèrement inférieure à l'organique en raison d'un effet de change négatif lié à la dépréciation du dollar américain et du real brésilien par rapport à l'euro.

L'augmentation organique du chiffre d'affaires est dans une large mesure due à la reprise provoquée par l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid, principalement dans les Solutions Clients, et à l'effet des températures plus froides sur les Infrastructures et le Supply en Europe. GEM a également bénéficié des hausses des prix des commodités et des volumes. Enfin, le chiffre d'affaires des Renouvelables s'est amélioré en lien avec la hausse des prix de l'électricité en France et au Brésil pour les activités hydrauliques.

Renouvelables

Le chiffre d'affaires des Renouvelables s'est établi à 1 461 millions d'euros, en diminution brute de 3,4% et en hausse organique de 10,8%. La variation brute comprend des effets de change négatifs, dus au real brésilien principalement. En organique, le chiffre d'affaires a progressé, en France principalement, en raison de l'amélioration des prix captés pour la production hydroélectrique qui a plus que compensé la baisse des volumes renouvelables, en particulier après le niveau record de production au premier trimestre 2020 dans l'éolien et un mois d'avril 2021 très sec pour l'hydraulique.

Infrastructures

Le chiffre d'affaires des Infrastructures s'est établi à 3 676 millions d'euros, en hausse brute de 8,2% et organique de 11,2%. La croissance brute comprend des effets de change négatifs, principalement dus au real brésilien et au dollar américain, ainsi que des effets de sortie de périmètre essentiellement en Turquie. En organique, le chiffre d'affaires des Infrastructures en France a augmenté de 195 millions d'euros, principalement en raison de la hausse des volumes de gaz distribués du fait d'un climat plus favorable qu'en 2020. Hors France, le chiffre d'affaires a progressé de 174 millions d'euros grâce aux revenus de construction des lignes de transport d'électricité de Gralha Azul et Novo Estado au Brésil.

Solutions Clients

Les Solutions Client ont présenté une forte croissance du chiffre d'affaires avec des progressions dans toutes les activités principales, affichant une reprise soutenue après les impacts de la crise de la Covid en 2020. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 10 908 millions d'euros, en forte croissance brute et organique. De plus amples détails sur *Energy Solutions* et EQUANS sont présentés séparément dans les sections suivantes.

Energy Solutions

Le chiffre d'affaires d'*Energy Solutions* s'est établi à 4 710 millions d'euros, en hausse brute de 11,4% et de 12,4% en organique. La croissance brute comprend des effets de change négatifs, dus au dollar américain notamment. En organique, l'activité a progressé de manière significative en France tant pour les infrastructures énergétiques décentralisées que pour les services d'efficacité énergétique, qui ont affiché une reprise soutenue avec l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid. Les activités en Italie et en Asie-Pacifique ont enregistré également une amélioration organique.

EQUANS

Le chiffre d'affaires d'EQUANS s'est établi à 6 198 millions d'euros, en hausse brute de 18,2% et organique de 18,9%. La croissance brute comprend des effets de change négatifs, dus au dollar américain notamment. En organique, l'activité a augmenté de manière significative dans les activités d'installation en France, au Royaume-Uni et au Benelux, en raison de l'amélioration progressive de la situation sanitaire liée à la Covid.

Thermique

Le chiffre d'affaires de l'activité Thermique s'est établi à 1 783 millions d'euros, en hausse brute de 9,7% et organique de 16,8%. La hausse brute comprend des effets de change négatifs principalement liés au dollar américain et au real brésilien. La performance organique a été principalement due à un niveau de services auxiliaires plus élevé en France, au Royaume-Uni et en Italie notamment, un effet *timing* positif sur la prise en compte des revenus de rémunération de capacités en France, partiellement compensés par une moindre contribution des activités au Chili.

Supply

Le chiffre d'affaires de l'activité *Supply* s'est élevé à 8 379 millions d'euros, en hausse brute de 8,5%. La variation brute comprend des effets de change négatifs, notamment dus au dollar américain. En organique, cette hausse s'est expliquée par un effet volume positif sur les ventes de gaz en raison des températures plus basses, des effets prix positifs, notamment sur l'électricité, ainsi que l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid.

Nucléaire

Le chiffre d'affaires du Nucléaire est non significatif après élimination des opérations intragroupes, puisque la production est vendue en interne à d'autres activités du Groupe.

Autres

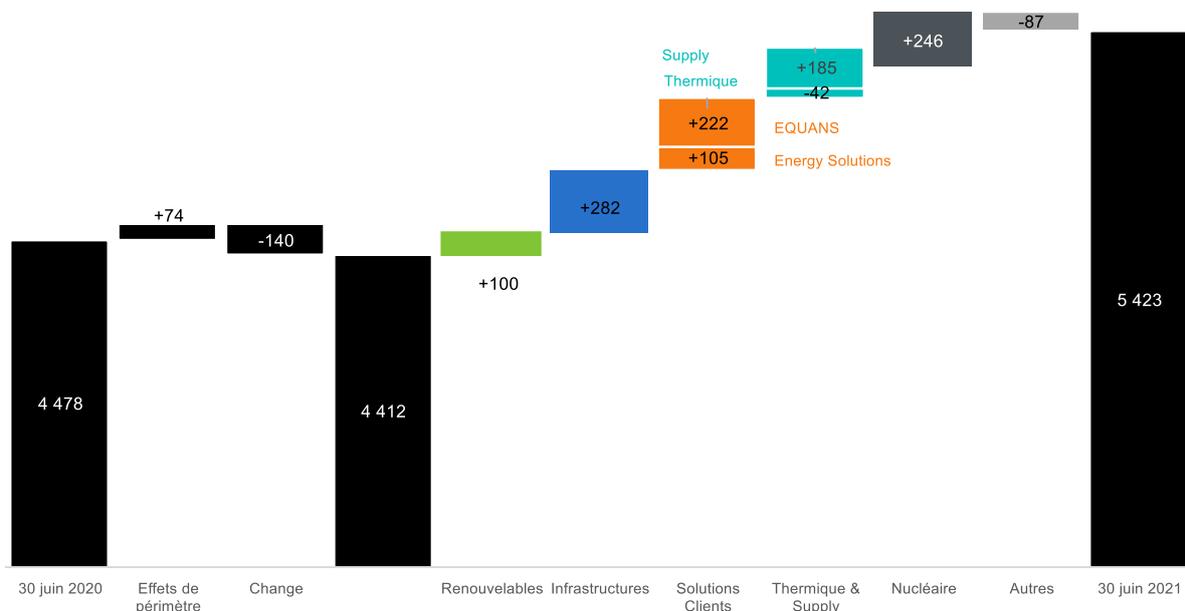
Les activités Autres englobent GEM, Entreprises & Collectivités (E&C, activité de fourniture B2B en France), GTT ainsi que les activités *holdings* et *corporate* du Groupe, qui comprennent notamment les entités dédiées à son financement centralisé.

Le chiffre d'affaires des activités «Autres» s'est élevé à 5 036 millions d'euros. Cette hausse brute de 37,0% a été principalement due à GEM essentiellement grâce à la hausse des prix des matières premières, combinée à une croissance des volumes.

1.3.2.2. EBITDA

Evolution de l'EBITDA

En millions d'euros



Matrice par activité/géographie

En millions d'euros	France	Reste de l'Europe	Amérique Latine	États-Unis & Canada	Moyen-Orient, Asie & Afrique	Autres	30 juin 2021
Renouvelables	257	98	400	(7)	26	(15)	759
Infrastructures	2 030	99	255	1	18	(4)	2 400
Solutions Clients	419	171	11	35	24	(34)	626
Thermique		262	265	19	229	(12)	764
Supply	208	138	33	27	(11)	(21)	375
Nucléaire		402					402
Autres		11	-	-	1	87	98
TOTAL EBITDA	2 914	1 181	964	75	287	1	5 424

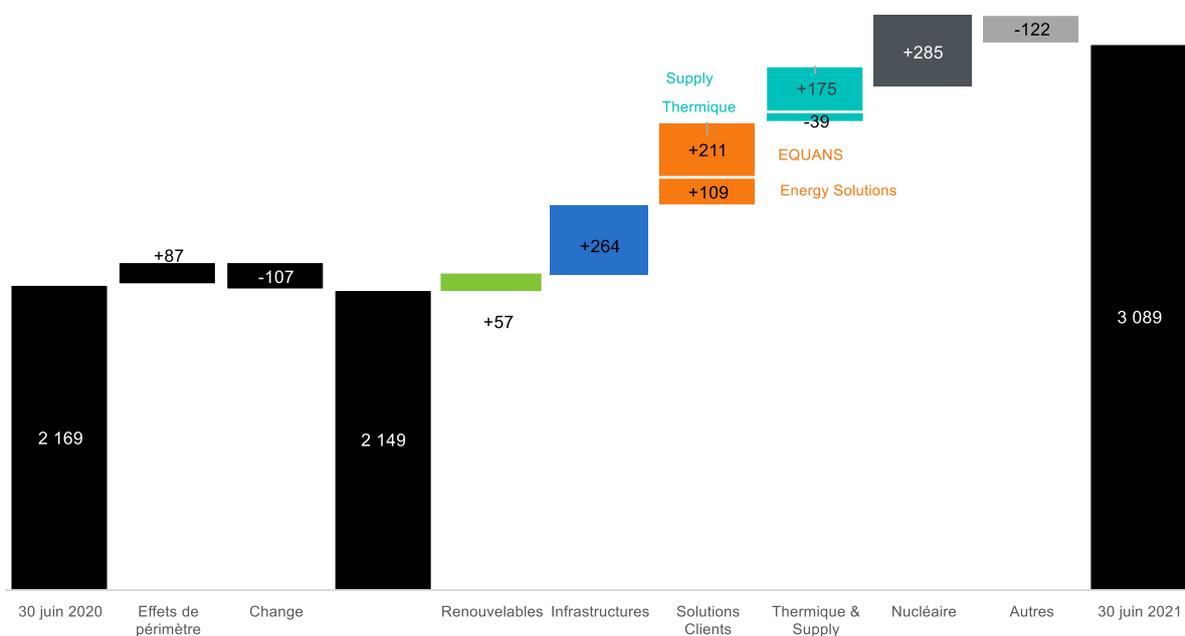
En millions d'euros	France	Reste de l'Europe	Amérique Latine	États-Unis & Canada	Moyen-Orient, Asie & Afrique	Autres	30 juin 2020
Renouvelables	221	78	403	39	35	(29)	747
Infrastructures	1 843	75	218	1	1	(3)	2 133
Solutions Clients	227	47	4	15	18	(112)	200
Thermique		273	313	15	255	(12)	844
Supply	142	91	10	(12)	(35)	(8)	190
Nucléaire		155					155
Autres		-	-	2	14	193	209
TOTAL EBITDA	2 433	719	948	60	288	29	4 478

L'EBITDA s'est établi à 5,4 milliards d'euros, en hausse brute de 21,1% et de 23,1% en organique.

1.3.2.3. EBIT

Evolution de l'EBIT

En millions d'euros



Matrice par activité/géographie

En millions d'euros	France	Reste de l'Europe	Amérique Latine	États-Unis & Canada	Moyen-Orient, Asie & Afrique	Autres	30 juin 2021
Renouvelables	137	70	328	(53)	25	(16)	492
Infrastructures	1 199	77	224	1	18	(4)	1 514
Solutions Clients	223	59	1	20	15	(58)	260
Thermique		175	151	17	214	(12)	546
Supply	135	92	33	6	(23)	(22)	220
Nucléaire		178					178
Autres		11	-	-	1	(134)	(122)
TOTAL EBIT	1 694	662	737	(9)	250	(246)	3 088

En millions d'euros	France	Reste de l'Europe	Amérique Latine	États-Unis & Canada	Moyen-Orient, Asie & Afrique	Autres	30 juin 2020
Renouvelables	105	50	323	22	29	(29)	501
Infrastructures	1 027	53	185	1	(1)	(3)	1 262
Solutions Clients	36	(62)	(6)	(4)	8	(133)	(161)
Thermique		189	184	13	239	(12)	614
Supply	72	49	10	(33)	(46)	(8)	44
Nucléaire		(107)					(107)
Autres		-	-	2	14	1	17
TOTAL EBIT	1 240	172	696	1	243	(184)	2 170

L'EBIT, qui s'est élevé à 3,1 milliards d'euros, a enregistré une hausse brute de 42,4% et de 44,4% en organique.

- Variations de périmètre : l'augmentation brute inclut un effet périmètre positif net de 87 millions d'euros, principalement lié à la cession de 29,9% des parts du Groupe dans SUEZ, dont la contribution était négative au 1^{er} trimestre 2020, et aux contributions positives des actifs hydrauliques au Portugal acquis en décembre 2020 et des 10% restants de TAG. Ces effets ont été partiellement compensés par la cession de 10% des actions de GTT et la vente partielle d'actifs solaires en Inde.
- Taux de change : la détérioration des taux de change se reflète dans l'EBIT avec un impact total négatif de 107 millions d'euros, principalement lié à la dépréciation du real brésilien, et, dans une moindre mesure, de celle du dollar américain.
- Températures en France : par rapport à la normale, l'effet température s'est élevé à environ 70 millions d'euros, générant une hausse de 284 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020 dont les températures étaient plus élevées que la moyenne. Cette variation positive se retrouve dans les Infrastructures, le *Supply* et les activités Autres ⁽¹⁾ en France.

Contribution des activités à l'EBIT sur S1 2021

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute en %	Variation organique en %	dont effet temp. (France) vs. T1
Renouvelables	492	501	-1,7%	+13,7%	-
Infrastructures	1 514	1 262	+20,0%	+21,3%	176
Solutions Clients	260	(161)	-	-	-
<i>Energy Solutions</i>	172	(41)	-	-	-
EQUANS	89	(120)	-	-	-
Thermique	546	614	-11,0%	-6,7%	-
<i>Supply</i>	220	44	-	-	86
Nucléaire	178	(107)	-	-	-
Autres	(122)	17	-	-	22
TOTAL	3 089	2 169	+42,4%	+44,4%	284

Les Renouvelables ont réalisé de solides performances opérationnelle et organique malgré l'épisode de froid extrême au Texas

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute en %	Variation organique en %
EBIT	492	501	-1,7%	+13,7%
CAPEX totaux	763	1 072	-28,8%	-
CNR – prix captés (€)	49	44	+13,0%	-
Marges DBSO ⁽¹⁾ (contribution EBIT)	12	6	+6,0%	-
Indicateurs de performance opérationnelle				
Mises en service (GW à 100 %)	1,2	0,9	+38,0%	-
Volumes hydro - France (TWh à 100 %)	8,6	8,9	-4,0%	-

(1) *Develop, Build, Share and Operate*

Les Renouvelables ont enregistré une augmentation organique de l'EBIT de 13,7%, principalement grâce à des prix captés plus élevés en France et au Brésil pour la production hydroélectrique, à la contribution des capacités mises en service, notamment aux États-Unis et à l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid. Cette performance positive a permis de plus que compenser l'impact sur ces activités de l'épisode de froid extrême survenu au Texas en février 2021 (environ -90 millions d'euros) et la baisse des volumes éoliens et hydroélectriques en France.

ENGIE a mis en service 1,2 GW de capacités renouvelables au premier semestre, principalement en Europe de l'Ouest, au Brésil et aux États-Unis, et progresse dans la réalisation de son objectif de 3 GW de mises en service pour 2021, ce qui porterait le total des mises en service à 9 GW depuis 2019.

(1) Premiers effets dans les activités «Autres» liés au transfert de Entreprises & Collectivités de «Supply» vers «Autres».

1,4 GW de contrat long-terme de vente d'électricité renouvelable aux entreprises («green corporate PPA») ont été signés au cours du 1^{er} semestre, confirmant la position de leader du Groupe sur ce marché en pleine croissance.

En juin, Ocean Winds, *joint-venture* avec EDPR dans l'éolien offshore fixe et flottant, a sécurisé un contrat pour différence de 25 ans pour 369,5 MW attribué par l'Office polonais de régulation de l'énergie pour les projets offshore B-Wind et C-Wind en Pologne. Ocean Winds, avec ses partenaires, totalise déjà 4,2 GW de capacités en cours de construction ou sécurisées.

Les Infrastructures ont enregistré une augmentation significative de l'EBIT grâce à des températures plus froides et à la forte contribution des Infrastructures à l'international

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute en %	Variation organique en %
EBIT	1 514	1 262	+20,0%	+21,3%
CAPEX totaux	1 165	1 048	+11,2%	-
Indicateurs de performance opérationnelle				
Compteurs communicants - France (m)	8,1	5,6	+2,5%	-
Capacités biométhane connectées – GRDF/GRTgaz (TWh par an)	4,9	2,5	+92,0%	-
Effet température – France (EBIT en m€)	45	(131)	176	-

Les Infrastructures ont enregistré une augmentation organique de l'EBIT de 21,3%.

L'EBIT des Infrastructures en France a augmenté de 172 millions d'euros grâce à des températures plus froides et à la reprise par rapport aux impacts négatifs de la Covid en 2020. L'EBIT hors de France a également augmenté de 92 millions d'euros grâce à une contribution en hausse des lignes de transport d'électricité en construction au Brésil et de TAG, ainsi qu'à des températures plus froides en Roumanie et en Allemagne.

Les Infrastructures en France ont réalisé une performance opérationnelle solide tant sur le plan de l'efficacité que sur celui du développement des gaz renouvelables. 67 sites de production de biométhane ont été raccordés aux infrastructures ENGIE au cours des six premiers mois, ce qui porte à 271 le nombre total de sites raccordés.

Plus d'un million de compteurs intelligents de gaz ont été installés au cours du premier semestre.

Les Infrastructures à l'international ont également enregistré de bonnes performances notamment au Brésil grâce au bon développement commercial de TAG et aux lignes de transport d'électricité, dont la construction est achevée à plus de 85%.

Les Solutions Clients ont bénéficié d'un redressement important avec l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid en 2020 et grâce à un bon développement commercial

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute en %	Variation organique en %
Chiffre d'affaires	10 908	9 474	+15,1%	+16,0%
<i>Energy Solutions</i>	4 710	4 229	+11,4%	+12,4%
<i>EQUANS</i>	6 198	5 245	+18,2%	+18,9%
EBIT	260	(161)	-	-
<i>Energy Solutions</i>	172	(41)	-	-
<i>EQUANS</i>	89	(120)	-	-
CAPEX totaux	402	513	-21,5%	-

Energy Solutions a enregistré une augmentation organique de l'EBIT de 109 millions d'euros, grâce à l'amélioration des activités de réseaux urbains de chaud et de froid, notamment en France, avec des conditions climatiques et de prix favorables. Les activités d'installation et de services à l'efficacité énergétique ont bénéficié d'impacts plus faibles liés à la Covid. Ces évolutions positives ont été partiellement compensées par l'augmentation des coûts liés au développement des activités d'innovation.

La feuille de route «Fit for 55» de l'Union européenne et les programmes de relance verte tels que France Relance sont un signal clair de l'accélération de la décarbonisation au niveau mondial, et *Energy Solutions* est bien positionné pour en bénéficier.

Au cours des six derniers mois, ENGIE a obtenu 100 MW de nouveaux contrats de production décentralisée d'énergie bas carbone avec des clients industriels en France.

En sortant de l'Inde, d'Oman et de la Hongrie au cours de ce premier semestre, *Energy Solutions* met en place les bases de l'amélioration de sa performance. L'industrialisation des processus, une gestion stricte des contrats pour améliorer les marges ainsi qu'un focus renforcé sur la trésorerie sont également des éléments clés de l'amélioration de la performance.

L'EBIT d'EQUANS a augmenté de 211 millions d'euros en organique. La croissance a été largement soutenue par l'amélioration progressive de la situation sanitaire, principalement en France, au Royaume-Uni et en Belgique. En outre, EQUANS a également bénéficié de la bonne performance des activités d'installation en France. L'EBIT d'EQUANS est généralement plus important au S2. Compte-tenu de la forte augmentation des prises de commandes et d'un niveau plus élevé du *backlog*, l'EBIT de 2021 devrait être similaire aux niveaux de 2019, dans la fourchette de 0,35-0,45 milliard d'euros.

Le Thermique en baisse principalement en raison du Chili et de la normalisation de la contribution des actifs *merchant* en Europe

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute en %	Variation organique en %
EBIT	546	614	-11,0%	-6,7%
CAPEX totaux	99	21	-	-
Indicateurs de performance opérationnelle				
Capacité installée	62,4	63,5	-2,0%	-
Disponibilité technique Moyenne	+87,7%	+88,9%	120 bps	-
EBIT contracté (%)	+72,7%	+73,1%	40 bps	-

Le Thermique a enregistré une baisse organique de l'EBIT de 6,7%. Cette baisse est principalement liée à l'impact de la hausse des prix *spot* d'approvisionnement au Chili en raison de la baisse des volumes produits. La contribution des centrales *merchant* en Europe a bénéficié d'un niveau de revenus ancillaires et de *spreads* captés plus élevés. De ce fait, la contribution globale de ces centrales est restée globalement stable après un très bon premier semestre 2020.

Le Supply en hausse grâce à l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid et aux températures plus froides

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute en %	Variation organique en %
EBIT	220	44	-	-
CAPEX totaux	147	166	-11,4%	-
Indicateurs de performance opérationnelle				
Nombre de contrats (m)	19,8	19,9	-1,0%	-
Effet température – France (EBIT en m€)	20	(65)	86	-

L'EBIT du *Supply* a augmenté de 175 millions d'euros en organique, principalement en raison de la reprise progressive à la suite de l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid et des températures plus froides. Ces effets positifs ont été partiellement compensés par des *one-offs* négatifs et des effets de *timing* en France ainsi que par des effets prix négatifs en Belgique.

Le Nucléaire a profité des prix captés plus élevés et d'une meilleure disponibilité

L'EBIT, à 178 millions d'euros, a augmenté de 285 millions d'euros par rapport à 2020. Cette forte augmentation est due à des prix captés plus élevés à 47€/MWh au premier semestre 2021 et à une meilleure disponibilité des réacteurs nucléaires belges à 92% (contre 66% au S1 2020). Ces effets positifs ont été partiellement compensés par des dépenses opérationnelles plus élevées.

Les amortissements ont diminué à la suite principalement des pertes de valeur comptabilisées en 2020 liées au changement d'hypothèse de durée de vie des réacteurs nucléaires belges et aux modifications des scénarii de prix des commodités.

Autres

Les activités «Autres» comprennent GEM, Entreprises & Collectivités (E&C, *Supply* BtoB en France), GTT (mise en équivalence à partir de juin), ainsi que les activités du siège.

L'EBIT a diminué de 139 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020. La contribution de GEM s'est normalisée après une performance particulièrement élevée au S1 2020, où GEM a bénéficié de *one-offs* positifs et de meilleures conditions de marché dans un contexte de forte volatilité. Ces effets négatifs ont été partiellement compensés par l'amélioration de la situation sanitaire liée à la Covid. Les activités *Supply* BtoB en France ont enregistré une contribution plus élevée grâce à la reprise post-Covid et à des températures plus froides. La contribution de GTT s'est également normalisée et a été impactée par le changement de méthode de consolidation, consécutive à la vente partielle à la fin du mois de mai 2021. Depuis juin 2021, GTT est mise en équivalence.

1.3.3. Analyse de la croissance organique en base comparable

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute/organique en %
Chiffres d'affaires	31 259	27 433	+13,9%
Effet périmètre	(47)	(173)	-
Effet change	-	(505)	-
Données comparables	31 212	26 755	+16,7%

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute/organique en %
EBITDA	5 423	4 478	+21,1%
Effet périmètre	(33)	41	-
Effet change	-	(140)	-
Données comparables	5 390	4 379	+23,1%

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute/organique en %
EBIT	3 089	2 169	+42,4%
Effet périmètre	(32)	55	-
Effet change	-	(107)	-
Données comparables	3 057	2 117	+44,4%

Le calcul de la croissance organique vise à présenter des données comparables tant en termes de taux de change utilisés pour la conversion des états financiers de sociétés étrangères qu'en termes d'entités contributives (méthode de consolidation et contribution en termes de nombre de mois comparable). La croissance organique en pourcentage représente le rapport entre les données de l'année en cours (N) et de l'année précédente (N-1) retraitées comme suit :

- Les données N-1 sont corrigées en supprimant les contributions des entités cédées au cours de la période N-1 ou *prorata temporis* pour le nombre de mois postérieurs à la cession en N ;

- Les données N-1 sont converties au taux de change de la période N ;
- Les données N sont corrigées des données des acquisitions N ou *prorata temporis* pour le nombre de mois antérieurs à l'acquisition en N-1.

2 AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT

La réconciliation de l'EBIT au Résultat net se détaille comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation brute en %
EBIT	3 089	2 169	+42.4%
(+) MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	574	(257)	
(+) Quote-part non récurrente du résultat net des entreprises mises en équivalence	(16)	(112)	
Résultat opérationnel courant y compris MtM opérationnel et quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3 647	1 800	+102.6%
Pertes de valeur	(201)	(62)	
Restructurations	(90)	(64)	
Effets de périmètre	694	39	
Autres éléments non récurrents	(33)	(12)	
Résultat des activités opérationnelles	4 016	1 700	+136.2%
Résultat financier	(632)	(913)	
Impôts sur les bénéfices	(967)	(431)	
RÉSULTAT NET	2 418	356	+579.2%
Résultat net récurrent part du Groupe	1 386	746	
Résultat net part du Groupe	2 343	24	
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	74	332	

La réconciliation du Résultat net récurrent part du Groupe au Résultat net part du Groupe se détaille comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat net récurrent part du Groupe	1 386	746
Pertes de valeur et autres	(220)	(439)
Restructurations	(90)	(64)
Effets de périmètre	694	39
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	574	(257)
Résultat net part du Groupe	2 343	24

Le **résultat des activités opérationnelles** (RAO) s'établit à 4 016 millions d'euros, en hausse par rapport au 30 juin 2020 principalement en raison (i) de la croissance de l'EBIT, (ii) des résultats latents sur instruments financiers de couverture de matières premières portés par l'augmentation des prix, (iii) des résultats de cession d'actifs, (iv) partiellement compensés par des pertes de valeur plus importantes qu'au premier semestre 2020.

Le RAO intègre :

- des résultats latents sur instruments financiers de couverture de matières premières pour 574 millions d'euros (contre -257 millions d'euros au 30 juin 2020), relatifs à des positions de couvertures nettes acheteuses dans un contexte de forte augmentation des prix des commodités (cf. Note 6) ;
- des pertes de valeurs nettes de 201 millions d'euros (contre 62 millions d'euros au 30 juin 2020) portant principalement sur des actifs dans des géographies ou métiers non stratégiques (cf. Note 7.1) ;
- des charges de restructuration de 90 millions d'euros (contre 64 millions d'euros au 30 juin 2020) (cf. Note 7.2) ;
- des « Effets de périmètre » positifs qui s'élèvent à 694 millions d'euros comprenant principalement le résultat relatif à la cession de 10% du capital de GTT et à la réévaluation des 30% restants (628 millions d'euros) et un résultat de 98 millions d'euros lié à la variation de la juste valeur du complément de prix lié à la vente des activités d'ENGIE dans le gaz naturel liquéfié (GNL) en 2018 (contre 39 millions d'euros au 30 juin 2020 essentiellement liés à la cession des participations d'ENGIE dans les sociétés Astoria 1 et 2 aux États-Unis pour 105 millions d'euros et la variation de la juste valeur du complément de prix sur la cession du GNL pour -71 millions d'euros (cf. Note 7.3) ;
- d'« Autres éléments non récurrents » pour un montant de -33 millions d'euros (contre -12 millions d'euros au 30 juin 2020).

Le **résultat financier** s'élève à -632 millions d'euros au 30 juin 2021 contre -913 millions d'euros au 30 juin 2020. Le coût de la dette nette étant stable par rapport à l'année dernière (cf. Note 8), cette amélioration résulte principalement de

l'impact positif du différentiel de variation de juste valeur des OPCVM détenus par Synatom, ainsi que d'autres charges financières.

La **charge d'impôt** au 30 juin 2021 s'établit à 967 millions d'euros (contre 431 millions d'euros au 30 juin 2020), portée principalement par l'amélioration du résultat avant impôt.

Le **taux effectif d'impôt** est en baisse (32,2% contre 74,6% au 30 juin 2020) :

- principalement en raison de la baisse du taux d'impôt normatif en France en 2021 (28,40% contre 32,02% en 2020), de l'évolution favorable des pertes non fiscalisées notamment aux Pays-Bas, en Italie et en Allemagne, et de la plus-value de cession non taxable sur les titres GTT, qui ne sont que partiellement compensés par certaines évolutions défavorables de contentieux fiscaux et par l'effet sur les positions d'impôts différés de la hausse du taux d'impôt futur sur les résultats votée au Royaume-Uni ;
- A noter qu'en 2020, le taux effectif d'impôt était facialement élevé du fait d'une base de résultat très faible.

Le **résultat net récurrent part du Groupe** s'est élevé à 1,4 milliard d'euros contre 0,7 milliard d'euros au 30 juin 2020. Cette hausse est principalement due à la croissance de l'EBIT et à la baisse du taux effectif d'impôt récurrent de 38 % à 34 %, malgré des coûts financiers plus élevés.

Le **résultat net part du Groupe** est de 2,3 milliards d'euros contre 0,02 milliard d'euros au 30 juin 2020. Cette hausse est principalement liée à la hausse du résultat net récurrent, l'effet positif du *mark-to-market* des instruments financiers à caractère opérationnel et des cessions par rapport au premier semestre 2020.

Le **résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle** s'établit à 74 millions d'euros, contre 332 millions d'euros au 30 juin 2020. Cette variation résulte principalement des partenariats de production renouvelable aux États-Unis, qui ont enregistré des résultats latents de couverture économique de matières premières négatifs sur positions nettes vendeuses dans un contexte de forte augmentation des prix des commodités.

3 ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier s'établit à 24,2 milliards d'euros, en hausse de 1,8 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2020.

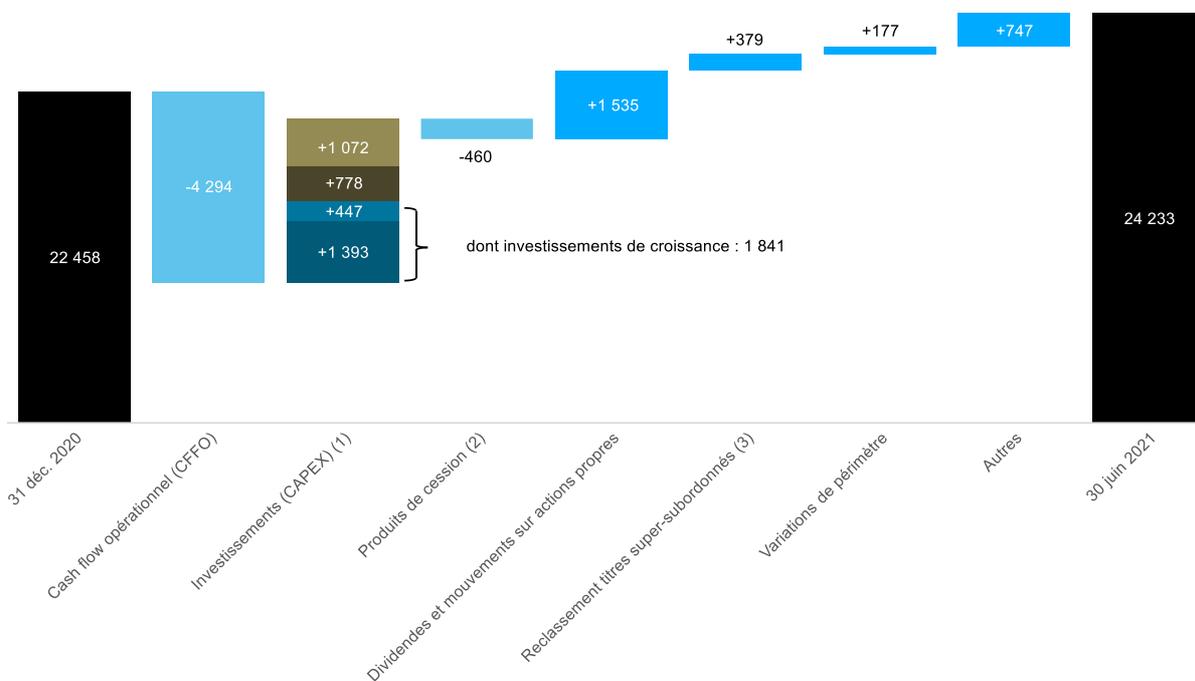
- (i) Les dépenses d'investissements sur la période de 3,7 milliards d'euros,
- (ii) les versements de dividendes aux actionnaires d'ENGIE SA (1,3 milliard d'euros) et aux participations ne donnant pas le contrôle (0,3 milliard d'euros),
- (iii) divers autres éléments, à hauteur de 1,1 milliard d'euros, principalement liés à des effets de change et aux nouveaux contrats de locations,

ont été seulement partiellement compensés par :

- (i) le *Cash Flow From Operations* de 4,3 milliards d'euros
- (ii) et les cessions de 0,3 milliard d'euros.

Les mouvements relatifs à l'endettement financier net sont les suivants :

En millions d'euros



(1) CAPEX nets des produits de cession dans le cadre des activités DBSO.

(2) Hors produits de cession dans le cadre des activités DBSO.

(3) Cf. Note 11.5 « Titres super-subordonnés ».

	Investissement de développement (nets de DBSO)
	Investissements financiers
	Variation des placements effectués par Synatom
	Investissements de maintenance

Le **ratio endettement financier net / EBITDA** s'élève à 2,4x, stable par rapport à fin décembre 2020. Le coût moyen de la dette brute s'élève à 2,58 %, en hausse de 20 points de base par rapport au 31 décembre 2020.

En millions d'euros	30 juin 2021	31 déc. 2020
Endettement financier net	24 233	22 458
EBITDA (sur 12 mois glissants)	10 222	9 276
RATIO DETTE NETTE/EBITDA	2,37	2,42

Le **ratio dette nette économique / EBITDA** s'élève à 3,7x, en baisse de 0,3x par rapport au 31 décembre 2020 et en ligne avec l'objectif d'être inférieur ou égal à 4,0x.

En millions d'euros	30 juin 2021	31 déc. 2020
Dettes nette économique	38 086	37 420
EBITDA (sur 12 mois glissants)	10 222	9 276
RATIO DETTE NETTE ÉCONOMIQUE/EBITDA	3,73	4,03

3.1 Cash-flow des opérations (CFFO)

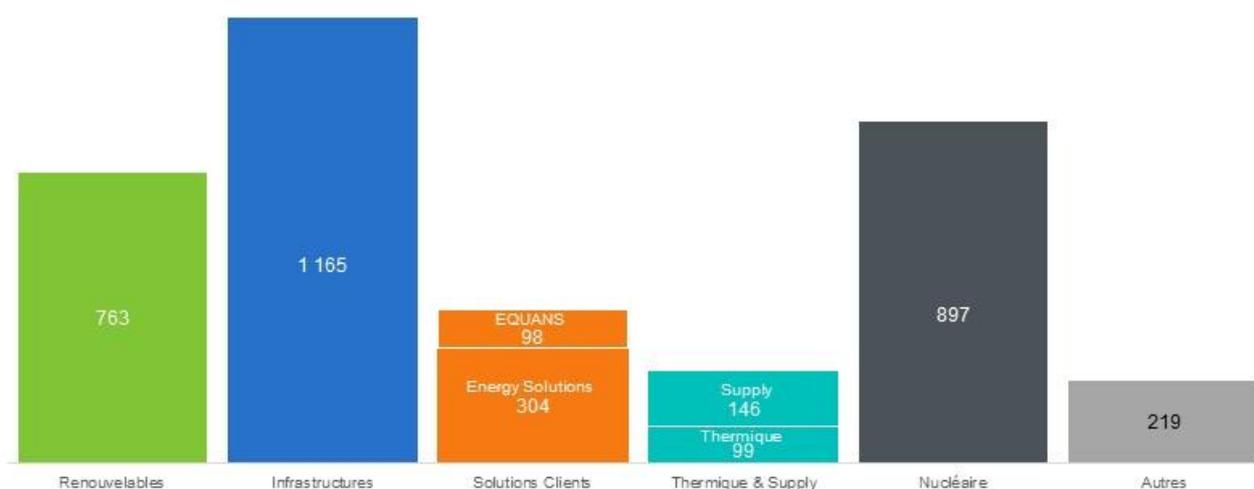
Le **cash flow des opérations** s'établit à 4,3 milliards d'euros, en hausse de 1,3 milliard d'euros par rapport au premier semestre 2020. Cette forte augmentation, est principalement due à la croissance de l'EBITDA et à l'effet positif des appels de marge résultant de l'augmentation du prix des commodités, partiellement compensée par la hausse des prix du gaz qui a augmenté le besoin en fonds de roulement pour le stockage du gaz et la facturation des clients.

3.2 Investissements nets

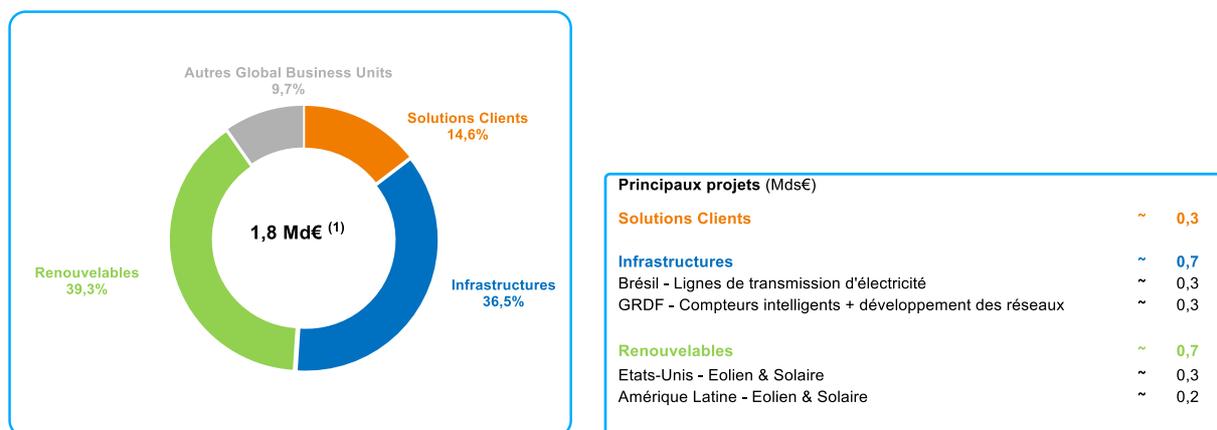
Le **total des investissements s'est élevé à 3,7 milliards d'euros**, dont 1,8 milliard d'euros dédié aux investissements de croissance. Conformément à sa politique rigoureuse d'allocation de capital, ENGIE a consacré 90% de ses investissements de croissance aux Renouvelables, aux Infrastructures et aux Solutions Clients.

Investissements corporels, incorporels et financiers (CAPEX) par activité

En millions d'euros



Les **investissements de croissance** s'élèvent à 1 841 millions d'euros et se détaillent comme suit par activité :



(1) Net des cessions dans le cadre des activités DBSO, hors Corporate, et Synatom considéré comme faisant partie des investissements de maintenance.

La **matrice activités/géographies** des investissements de croissance se détaille comme suit :

En millions d'euros	France	Reste de l'Europe	Amérique Latine	États-Unis & Canada	Moyen-Orient, Asie & Afrique	Autres	30 juin 2021
Renouvelables	137	129	227	220	5	6	723
Infrastructures	357	36	278	-	-	-	671
Solutions Clients	78	80	16	53	10	31	268
Thermique	-	(3)	9	-	(27)	4	(17)
Supply	34	22	-	-	12	-	69
Nucléaire	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	126	126
TOTAL CAPEX DE CROISSANCE	607	264	530	273	(1)	167	1 841

En millions d'euros	France	Reste de l'Europe	Amérique Latine	États-Unis & Canada	Moyen-Orient, Asie & Afrique	Autres	30 juin 2020
Renouvelables	61	353	400	432	(255)	43	1 033
Infrastructures	442	24	204	-	1	-	671
Solutions Clients	51	55	-	245	8	29	387
Thermique	-	(2)	30	1	(71)	-	(42)
Supply	19	28	(1)	34	24	-	104
Nucléaire	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	74	74
TOTAL CAPEX DE CROISSANCE	574	458	632	711	(294)	146	2 227

Les **investissements nets** de la période s'élèvent à 3 707 millions d'euros et comprennent :

- des investissements de croissance pour 1 841 millions d'euros (cf. ci-dessus) ;
- des investissements de maintenance bruts pour 1 072 millions d'euros ;
- de l'augmentation nette de 778 millions d'euros des placements effectués par Synatom ;
- des nouveaux droits d'utilisation d'actifs pris en location enregistrés sur la période (299 millions d'euros) ;
- des effets de périmètre de l'exercice liés aux acquisitions et aux cessions d'entités pour 177 millions d'euros ; et
- des cessions représentant un montant de 460 millions d'euros.

3.3 Dividendes et mouvements sur actions propres

Les dividendes et mouvements sur actions propres s'élèvent à 1 535 millions d'euros (contre 264 millions d'euros au 30 juin 2020) et comprennent le versement en mai du dividende d'ENGIE au titre de l'exercice 2020 pour 1,3 milliard d'euros, les dividendes versés par diverses filiales à leurs participations ne donnant pas le contrôle pour 0,3 milliard d'euros, et le paiement des coupons de la dette hybride pour 59 millions d'euros.

3.4 Endettement financier net au 30 juin 2021

Hors coût amorti mais après impact des instruments dérivés de change, l'endettement financier net est libellé à 84% en euros, 10% en dollars américains et 10% en real brésiliens au 30 juin 2021.

L'endettement financier net est libellé à 92% à taux fixe, après prise en compte des instruments financiers.

La maturité moyenne de l'endettement financier net est de 11,5 ans.

Au 30 juin 2021, le Groupe dispose d'un total de lignes de crédit confirmées non tirées de 13,1 milliards d'euros.

3.5 *Rating*

Le 24 mars 2021, Fitch a abaissé sa notation de crédit émetteur long terme à A- et maintenu sa notation court terme à F1, avec une perspective stable.

Le 7 juin 2021, S&P a confirmé sa notation de crédit émetteur long terme à BBB+ et sa notation court terme à A-2, avec une perspective stable.

Le 9 juillet 2021, Moody's a mis à jour son analyse de crédit et a maintenu sa note Baa1/P-2 pour les engagements financiers non garantis de premier rang, avec une perspective stable.

4 AUTRES POSTES DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

En millions d'euros	30 juin 2021	31 déc. 2020	Variation nette
Actifs non courants	101 772	93 095	8 676
<i>Dont goodwill</i>	15 752	15 943	(191)
<i>Dont immobilisations corporelles et incorporelles nettes</i>	57 724	57 085	639
<i>Dont participations dans les entreprises mises en équivalence</i>	8 136	6 760	1 376
Actifs courants	85 003	60 087	24 916
<i>Dont actifs classés comme détenus en vue de la vente</i>	1 000	1 292	(292)
Capitaux propres	37 391	33 856	3 535
Provisions	26 048	27 073	(1 024)
Dettes financières	38 403	37 939	465
Autres passifs	84 932	54 315	30 617
<i>Dont passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente</i>	236	488	(251)

Les **immobilisations (corporelles et incorporelles nettes)** s'établissent à 57,7 milliards d'euros, en hausse de 0,6 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Cette variation résulte pour l'essentiel des acquisitions et développements de la période (+3,1 milliards d'euros) et des écarts de conversion (+0,6 milliard d'euros lié à l'appréciation du dollar américain, du réal brésilien et de la livre sterling face à l'euro) partiellement compensés par des amortissements (-2,3 milliards d'euros), des variations de périmètre (-0,5 milliard d'euros) et des pertes de valeur (-0,1 milliard d'euros) (cf. Note 10).

Les **goodwill** s'établissent à 15,8 milliards d'euros en baisse de 0,2 milliard d'euros (cf. Note 10).

Les **capitaux propres totaux** s'établissent à 37,4 milliards d'euros, en hausse de 3,5 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Cette hausse provient essentiellement des autres éléments du résultat global (+3,4 milliards d'euros, dont +1,8 milliard d'euros au titre des couvertures de flux de trésorerie sur matières premières, +1,2 milliard d'euros de pertes et gains actuariels et 0,7 milliard d'euros d'écarts de conversion), du résultat net de la période (+2,4 milliards d'euros) partiellement compensés par les dividendes distribués (-1,6 milliard d'euros) et les opérations sur titres super-subordonnés à durée indéterminée (-0,4 milliard d'euros).

Les **provisions** s'élèvent à 26,0 milliards d'euros, en baisse de 1,0 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Cette diminution provient principalement de l'augmentation des taux d'actualisation constatée au premier semestre 2021 se traduisant par une diminution des engagements relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme par rapport au 31 décembre 2020 (cf. Note 13).

Les actifs et passifs classés sur les lignes «**Actifs classés comme détenus en vue de la vente**» et «**Passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente**» se composent au 30 juin 2021 d'actifs dans les énergies renouvelables au Mexique, à la participation du Groupe dans la société ENGIE EPS SA, ainsi qu'à la participation du Groupe dans la société EV Charged BV (EVBox) (cf. Note 2).

5 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions avec des parties liées décrites dans la Note 22 des Notes aux comptes des états financiers consolidés au 31 décembre 2020 n'ont pas connu d'évolution significative à fin juin 2021.

6 PERSPECTIVES

6.1 Guidance

6.1.1. Objectifs

Les objectifs présentés ci-dessous sont basés sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe à la date de publication de ce document.

Ces données et hypothèses peuvent évoluer ou être modifiées en raison d'incertitudes liées à l'environnement financier, comptable, concurrentiel, réglementaire et fiscal ou d'autres facteurs dont le Groupe n'a pas connaissance à la date d'enregistrement de ce document. De plus, la réalisation des prévisions nécessite le succès de la stratégie du Groupe. Par conséquent, le Groupe ne s'engage ni ne donne de garanties quant à la réalisation des prévisions énoncées dans la présente section.

Les objectifs présentés ci-dessous et hypothèses sous-jacentes ont également été établies conformément aux dispositions du Règlement délégué (UE) no 2019/980, complément du règlement (UE) no 2017/1129, et aux recommandations de l'ESMA sur les prévisions.

Ces objectifs résultent des processus budgétaire et de plan à moyen terme décrit dans la Note 13 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020 ; ils ont été établis sur une base comparable aux informations financières historiques et conformément aux méthodes comptables appliquées aux états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 décrites dans les états financiers consolidés.

6.1.2. Guidance 2021

Se reporter à la section 1.1 de ce rapport d'activité.

6.1.3. Guidance 2023 (rappel)

Le 18 mai 2021, dans le cadre de son Strategic Update, ENGIE a communiqué ses objectifs à horizon 2023 :

- résultat net récurrent part du Groupe en croissance jusqu'en 2023, où il devrait être compris entre 2,7 et 2,9 milliards d'euros, sur la base d'une fourchette indicative d'EBITDA de 10,3 à 10,7 milliards d'euros et d'EBIT de 5,7 à 6,1 milliards d'euros.
- maintien d'un ratio dette nette économique sur EBITDA inférieur ou égal à 4 sur le long terme. Ainsi, ENGIE continue de viser une notation de crédit « *strong investment grade* ».

6.1.4. Hypothèses sous-jacentes

6.1.4.1. Hypothèses génériques

- stratégie : confirmation et renforcement de l'ambition du Groupe ENGIE de compter parmi les leaders de la transition énergétique avec des priorités claires, une approche industrielle et un focus sur l'excellence opérationnelle et les résultats. Le Groupe mettra l'accent sur les énergies renouvelables, les infrastructures énergétiques décentralisées et les gaz renouvelables, tout en continuant de compter sur le rendement de ses Infrastructures centralisées et de la Production Thermique ;
- tarifs régulés dans les Infrastructures France :
- distribution, transport et stockage : tarifs publiés par la CRE en janvier 2020,
- regazéification : tarifs publiés par la CRE en janvier 2021 ;
- tarifs régulés pour le gaz naturel et l'électricité en France : répercussion complète des coûts d'approvisionnement ;

- climat : conditions climatiques normalisées en France (distribution de gaz naturel et approvisionnement d'énergie + production hydroélectrique, éolienne et solaire normalisée) ;
- absence de changement comptable, réglementaire ou macro-économique significatif.

6.1.4.2. Hypothèses spécifiques à 2021

Outre la prise en compte des résultats du premier semestre 2021, les hypothèses communiquées dans le Rapport Financier Annuel 2020 ont été adaptées comme suit :

- taux de change : taux moyens pour 2021 €/BRL de 6,28 et €/USD de 1,20 ;
- prix des matières premières : prix actualisés sur les conditions de marché au 30 juin 2021 ;
- jusqu'à 0,1 Md€ d'effet dilutif sur l'EBIT provenant d'environ 2,5 milliards d'euros de cessions ;
- pas de détérioration majeure des restrictions liées à la Covid, telles qu'expérimentées au S1 2021 ;
- taux effectif d'impôt récurrent : 26%.

Les objectifs sont donnés y compris contribution d'EQUANS, sans comptabilité d' «activités non poursuivies» au sens d'IFRS 5.

6.1.4.3. Hypothèses spécifiques à 2022 et 2023 (rappel)

- investissements (sur la période 2021-23) : 15 à 16 milliards d'euros d'investissements de croissance (globalement, la contribution à l'EBIT de ces investissements de croissance devrait s'élever à un milliard d'euros sur la période) ; les investissements de maintenance optimisés devraient atteindre 7 à 8 milliards d'euros ; 4 milliards d'euros seront dédiés au financement des provisions nucléaires belges ;
- cessions (sur la période 2021-23) : 9 à 10 milliards d'euros de cessions, avec absence de contribution d'EQUANS en 2023 ;
- taux de change : taux annuels moyens €/BRL de 6,27 pour 2022 et 2023, €/USD de 1,25 - 1,26 pour 2022 et 2023 respectivement ;
- disponibilité des actifs nucléaires en Belgique : 93% et 88% pour 2022 et 2023 respectivement (taux calculés par rapport à la base installée, tenant compte d'une fermeture de Doel 3 en octobre 2022 et Tihange 2 en février 2023 représentant chacune 0,9 GW en quote-part ENGIE) ; risques sur activités en Belgique représentant 0,15 milliard et 0,12 milliard d'euros pour 2022 et 2023 respectivement ;
- prix des matières premières : prix basés sur les conditions de marché au 31 décembre 2020 ; 90%, 57% et 38% de la production *outright* d'électricité en Europe étant couverte à fin mars 2021 pour 2021, 2022 et 2023 respectivement avec des prix captés de 46€/MWh pour 2021 et de 47€/MWh pour 2022 et 2023 ;
- taux effectif d'impôt récurrent : 25% pour 2022, 26% pour 2023 ;
- coûts financiers nets récurrents : 1,5-1,6 million d'euros par an ;
- taux d'actualisation des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi : basé sur les conditions du marché au 31 décembre 2020, tel que décrit dans la Note 20 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020.

6.2 Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants

La section «Facteurs de risque et contrôle» (Chapitre 2) du Document d'enregistrement universel 2020 contient une description détaillée des facteurs de risque auxquels le Groupe est exposé.

Les évolutions sur le semestre des risques liés aux instruments financiers et aux contentieux et enquêtes auxquels le Groupe est exposé, sont présentées respectivement dans les Notes 12 et 15 des états financiers consolidés condensés semestriels au 30 juin 2021.

Les risques et incertitudes relatifs à la valeur comptable des *goodwill*, immobilisations incorporelles et corporelles sont présentés dans la Note 10 des états financiers consolidés condensés semestriels au 30 juin 2021 et dans les Notes 13, 14 et 15 des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2020.

02 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

COMPTE DE RÉSULTAT	32
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	33
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	34
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	36
ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE.....	38

COMPTE DE RÉSULTAT

En millions d'euros	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
CHIFFRE D'AFFAIRES	4.2 & 5.1	31 259	27 433
Achats et dérivés à caractère opérationnel	6	(19 116)	(17 486)
Charges de personnel		(6 176)	(5 858)
Amortissements, dépréciations et provisions		(2 384)	(2 281)
Impôts et taxes		(933)	(753)
Autres produits opérationnels		612	536
Résultat opérationnel courant y compris MtM opérationnel		3 262	1 590
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		385	209
Résultat opérationnel courant y compris MtM opérationnel et quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		3 647	1 800
Pertes de valeur	7.1	(201)	(62)
Restructurations	7.2	(90)	(64)
Effets de périmètre	7.3	694	39
Autres éléments non récurrents		(33)	(12)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	7	4 016	1 700
Charges financières		(1 072)	(1 225)
Produits financiers		441	312
RÉSULTAT FINANCIER	8	(632)	(913)
Impôt sur les bénéfices	9	(967)	(431)
RÉSULTAT NET		2 418	356
Résultat net part du Groupe		2 343	24
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		74	332
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION (EUROS) ⁽¹⁾		0,94	(0,03)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION DILUÉ (EUROS) ⁽¹⁾		0,94	(0,03)

(1) Conformément aux dispositions d'IAS 33 – Résultat par action, le calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action prend également en compte, en déduction du résultat net part du Groupe, la rémunération due aux détenteurs de titres super-subordonnés (cf. Note 11.5 « Titres super-subordonnés »).

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
RÉSULTAT NET		2 418	356
Instruments de dette	11.1	(2)	(29)
Couverture d'investissement net	12	(125)	34
Couverture de flux de trésorerie (hors matières premières)	12	300	(96)
Couverture de flux de trésorerie (sur matières premières)	12	1 794	(169)
Impôts différés sur éléments ci-dessus		(435)	49
Quote-part des entreprises mises en équivalence sur éléments recyclables, nette d'impôt		252	(546)
Écarts de conversion		656	(1 283)
TOTAL ÉLÉMENTS RECYCLABLES		2 440	(2 041)
Instruments de capitaux propres	11.1	64	(41)
Pertes et gains actuariels		1 234	(583)
Impôts différés sur éléments ci-dessus		(331)	148
Quote-part des entreprises mises en équivalence sur pertes et gains actuariels, nette d'impôt		-	1
TOTAL ÉLÉMENTS NON RECYCLABLES		967	(475)
TOTAL ÉLÉMENTS RECYCLABLES ET NON RECYCLABLES		3 406	(2 516)
RÉSULTAT GLOBAL		5 824	(2 160)
<i>Dont quote-part du Groupe</i>		<i>5 632</i>	<i>(2 235)</i>
<i>Dont quote-part des participations ne donnant pas le contrôle</i>		<i>192</i>	<i>75</i>

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	31 déc. 2020
Actifs non courants			
Goodwill	10	15 752	15 943
Immobilisations incorporelles nettes	10	6 916	7 196
Immobilisations corporelles nettes	10	50 808	49 889
Autres actifs financiers	11.1	10 355	9 009
Instruments financiers dérivés	11.4	8 602	2 996
Actifs de contrats	5	34	26
Participations dans les entreprises mises en équivalence		8 136	6 760
Autres actifs non courants		357	396
Actifs d'impôt différé		811	880
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		101 772	93 095
Actifs courants			
Autres actifs financiers	11.1	2 617	2 583
Instruments financiers dérivés	11.4	32 739	8 069
Créances commerciales et autres débiteurs	5	16 699	14 295
Actifs de contrats	5	7 584	7 738
Stocks		4 245	4 140
Autres actifs courants		8 006	8 990
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11.1	12 112	12 980
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	2.2	1 000	1 292
TOTAL ACTIFS COURANTS		85 003	60 087
TOTAL ACTIF		186 774	153 182

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux.

PASSIF

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	31 déc. 2020
Capitaux propres part du Groupe		32 715	28 945
Participations ne donnant pas le contrôle		4 676	4 911
TOTAL CAPITAUX PROPRES		37 391	33 856
Passifs non courants			
Provisions	13	23 883	24 876
Emprunts à long terme	11.2 & 11.3	29 864	30 092
Instruments financiers dérivés	11.4	9 194	3 789
Autres passifs financiers	11.2	76	77
Passifs de contrats	5	55	39
Autres passifs non courants		2 225	2 004
Passifs d'impôt différé		5 589	4 416
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		70 887	65 293
Passifs courants			
Provisions	13	2 165	2 197
Emprunts à court terme	11.2 & 11.3	8 540	7 846
Instruments financiers dérivés	11.4	33 411	9 336
Fournisseurs et autres créanciers	11.2	17 856	17 307
Passifs de contrats	5	3 922	4 315
Autres passifs courants		12 366	12 545
Passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente	2.2	236	488
TOTAL PASSIFS COURANTS		78 496	54 034
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		186 774	153 182

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Capital	Primes	Réserves consolidées	Titres super-subordonnés à durée indéterminée	Variations de juste valeur et autres	Écarts de conversion	Actions propres	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2019	2 435	31 470	(1 369)	3 913	(1 961)	(1 098)	(303)	33 087	4 950	38 037
Résultat net			24					24	332	356
Autres éléments du résultat global			(448)		(682)	(1 130)		(2 259)	(257)	(2 516)
RÉSULTAT GLOBAL			(423)	-	(682)	(1 130)	-	(2 235)	75	(2 160)
Rémunération sur base d'actions	-	-	31					31	1	32
Dividendes distribués en numéraire ⁽¹⁾			-					-	(173)	(173)
Achat/vente d'actions propres			(47)				46	-	-	-
Opérations sur titres super-subordonnés à durée indéterminée ⁽²⁾			(88)	-				(88)		(88)
Transactions entre actionnaires ⁽³⁾			(13)					(13)	(237)	(250)
Augmentations et réductions de capital ⁽³⁾								-	178	178
Changements normatifs		(178)	178					-		-
Autres variations			3	-	-			3	(4)	(1)
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2020	2 435	31 291	(1 727)	3 913	(2 644)	(2 228)	(256)	30 785	4 790	35 574

(1) L'Assemblée Générale du 14 mai 2020 a approuvé la résolution relative à l'annulation de la distribution du dividende au titre de l'exercice 2019 proposée par le Groupe dans le contexte de la crise du COVID (cf. Note 13.3 «Risque de liquidité» des états financiers consolidés condensés semestriels au 30 juin 2020).

(2) Les opérations de la période sont commentées dans la Note 12.5 «Titres super-subordonnés» des états financiers consolidés condensés semestriels au 30 juin 2020.

(3) Le 5 février 2020, Elengy a acquis la participation (27,5%) de TOTAL (via sa filiale Total Gaz Electricité Holding France – TGEHF) dans Fosmax LNG. L'acquisition des titres hors frais (soit 207 millions d'euros) a été principalement financée par une augmentation de capital d'Elengy réservée à la Société d'Infrastructures Gazières (SIG) à hauteur de 185 millions d'euros.

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Capital	Primes	Réserves consolidées	Titres super-subordonnés à durée indéterminée	Variations de juste valeur et autres	Écarts de conversion	Actions propres	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2020	2 435	31 291	(3 874)	3 913	(1 719)	(2 850)	(251)	28 945	4 911	33 856
Résultat net			2 343	-	-	-		2 343	74	2 418
Autres éléments du résultat global			916	-	1 829	544		3 289	118	3 406
RÉSULTAT GLOBAL			3 260	-	1 829	544		5 632	192	5 824
Rémunération sur base d'actions			24					24	-	24
Dividendes distribués en numéraire ⁽¹⁾		(1 296)	-					(1 296)	(282)	(1 578)
Achat/vente d'actions propres			(51)	-	-	-	50	(2)	-	(2)
Opérations sur titres super-subordonnés à durée indéterminée ⁽²⁾			(75)	(363)				(438)		(438)
Transactions entre actionnaires ⁽³⁾			(157)					(157)	157	-
Transactions avec impacts sur les participations ne donnant pas le contrôle								-	(301)	(301)
Augmentations et réductions de capital								-	-	-
Autres variations		(3 937)	3 943					6	(1)	5
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2021	2 435	26 058	3 070	3 550	110	(2 307)	(202)	32 715	4 676	37 391

(1) L'Assemblée Générale du 20 mai 2021 a décidé la distribution d'un dividende unitaire de 0,53 euro par action au titre de l'exercice 2020. Conformément à l'article 26.2 des statuts, une majoration de 10% du dividende, soit 0,05 euro par action, a été attribuée aux actions inscrites sous la forme nominative depuis au moins deux ans au 31 décembre 2020, et qui sont restées inscrites sans interruption sous cette forme au nom du même actionnaire jusqu'à la date de mise en paiement du dividende. Cette majoration ne peut porter, pour un seul et même actionnaire, sur un nombre de titres représentant plus de 0,5% du capital. Le Groupe a réglé en numéraire le 26 mai 2021, pour un montant de 1 283 millions d'euros, le dividende de 0,53 euro par action pour les actions bénéficiant du dividende ordinaire, ainsi qu'un montant de 13 millions d'euros au titre de prime de fidélité.

(2) Cf Note 11.5 « Titres super-subordonnés »

(3) Concerne principalement la cession d'une partie du portefeuille d'actifs renouvelables aux États-Unis.

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux.

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

En millions d'euros	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
RÉSULTAT NET		2 418	356
- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		(385)	(209)
+ Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		302	352
- Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations		2 408	2 154
- Effets de périmètre, autres éléments non récurrents		(694)	(27)
- MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel		(574)	257
- Autres éléments sans effet de trésorerie		(137)	(37)
- Charge d'impôt	9	967	431
- Résultat financier	8	632	913
Marge brute d'autofinancement avant résultat financier et impôt		4 937	4 190
+ Impôt décaissé		(282)	(235)
Variation du besoin en fonds de roulement		(42)	(733)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		4 613	3 221
Investissements corporels et incorporels	10	(2 664)	(2 467)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	2 & 11	(70)	(303)
Acquisitions de participations dans les entreprises mises en équivalence et activités conjointes	2 & 11	(292)	(283)
Acquisitions d'instruments de capitaux propres et de dette	11	(949)	111
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10	37	56
Perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	2 & 11	312	135
Cessions de participations dans les entreprises mises en équivalence et activités conjointes	2 & 11	-	512
Cessions d'instruments de capitaux propres et de dette	11	25	11
Intérêts reçus d'actifs financiers		(13)	39
Dividendes reçus sur instruments de capitaux propres		4	40
Variation des prêts et créances émis par le Groupe et autres	2 & 11	107	(227)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(3 503)	(2 376)
Dividendes payés ⁽¹⁾		(1 534)	(264)
Remboursement de dettes financières		(2 642)	(4 458)
Variation des actifs financiers détenus à des fins de placement et de financement		239	(278)
Intérêts financiers versés		(327)	(349)
Intérêts financiers reçus sur trésorerie et équivalents de trésorerie		16	33
Flux sur instruments financiers dérivés de couverture d'investissement net et soultes sur instruments financiers dérivés et sur rachats anticipés d'emprunts		(65)	(27)
Augmentation des dettes financières		2 230	7 645
Augmentation/diminution de capital		7	179
Achat/vente de titres d'autocontrôle		(2)	-
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	10	(25)	(225)
FLUX ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(2 099)	2 257
Effet des variations de change et divers		121	(338)
TOTAL DES FLUX DE LA PÉRIODE		(868)	2 763
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'OUVERTURE		12 980	10 519
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLÔTURE		12 112	13 282

(1) La ligne «Dividendes payés» comprend les coupons payés aux détenteurs des titres super-subordonnés à durée indéterminée pour un montant de 59 millions d'euros au 30 juin 2021 (88 millions d'euros au 30 juin 2020).

NB : Les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux.

03 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

Note 1	RÉFÉRENTIEL ET MÉTHODES COMPTABLES	41
Note 2	PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE.....	45
Note 3	INDICATEURS FINANCIERS UTILISÉS DANS LA COMMUNICATION FINANCIÈRE.....	47
Note 4	INFORMATION SECTORIELLE	51
Note 5	VENTES.....	57
Note 6	ACHATS ET DÉRIVÉS À CARACTÈRE OPÉRATIONNEL	59
Note 7	AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES.....	60
Note 8	RÉSULTAT FINANCIER	61
Note 9	IMPÔTS	62
Note 10	GOODWILL ET IMMOBILISATIONS.....	63
Note 11	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	65
Note 12	RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS	70
Note 13	PROVISIONS.....	75
Note 14	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	77
Note 15	CONTENTIEUX ET ENQUÊTES	78
Note 16	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	80

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE ENGIE

ENGIE SA, société mère du Groupe, est une Société Anonyme à Conseil d'Administration soumise aux dispositions du livre II du Code de Commerce, ainsi qu'à toutes les autres dispositions légales applicables aux sociétés commerciales françaises. Elle a été constituée le 20 novembre 2004 pour une durée de 99 ans. Elle est régie par les dispositions légales et réglementaires, en vigueur et à venir, applicables aux sociétés anonymes et par ses statuts.

Le siège du Groupe est domicilié au 1 place Samuel de Champlain – 92400 Courbevoie (France).

Les titres ENGIE sont cotés sur les Bourses de Paris, Bruxelles et Luxembourg.

En date du 29 juillet 2021, les états financiers consolidés condensés semestriels du Groupe au 30 juin 2021 ont été présentés au Conseil d'Administration qui a autorisé leur publication.

NOTE 1 RÉFÉRENTIEL ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales (IFRS), les états financiers consolidés annuels du Groupe sont établis conformément aux IFRS publiées par l'IASB et adoptées par l'Union européenne⁽¹⁾. Les états financiers consolidés condensés semestriels du Groupe, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2021, ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les états financiers consolidés condensés intermédiaires n'incluent dès lors pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers consolidés annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2020, sous réserve des particularités propres à l'établissement des états financiers consolidés condensés intermédiaires décrites ci-après (cf. Note 1.3).

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés condensés intermédiaires sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 à l'exception des évolutions normatives reprises ci-dessous au paragraphe 1.1.1.

1.1.1 Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables en 2021

- Amendements IFRS 9 – Instruments Financiers ; IAS 39 – Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation ; IFRS 7 – Instruments Financiers – Informations à fournir ; IFRS 4 – Contrats d'assurance et IFRS 16 – Contrats de location : réforme des taux d'intérêt de référence (phase 2).
Le Groupe a opté pour l'application anticipée de ces amendements comme indiqué dans la Note 17.1.5.2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020.
- Amendements IFRS 16 – *Contrats de location* – Allègements de loyers liés au COVID au-delà du 30 juin 2021⁽²⁾.
Ces amendements ne sont pas applicables dans les états financiers condensés intermédiaires du Groupe compte tenu de leur date de publication et du calendrier d'adoption de l'Union européenne.

(1) Référentiel disponible sur le site internet de la Commission européenne :
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32002R1606&from=EN>

(2) Ces textes n'ayant pas encore été adoptés par l'Union européenne, il s'agit d'une traduction libre.

1.1.2 Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables après 2021 et non anticipés par le Groupe

- IFRS 17 – *Contrats d'assurance* (incluant amendements)⁽¹⁾ ;
- Amendements IAS 1 – *Présentation des états financiers* : classification des passifs en courant et non courant⁽¹⁾ ;
- Amendements IAS 16 – *Immobilisations corporelles* : produits générés avant l'utilisation prévue ;
- Amendements IAS 37 – *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* : contrats déficitaires – coûts d'exécution des contrats ;
- Amendements IAS 1 – *Présentation des états financiers* et guide d'application pratique de la matérialité : informations à fournir sur les méthodes comptables⁽¹⁾ ;
- Amendements IAS 8 – *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* : définition des estimations comptables⁽¹⁾ ;
- Amendements IAS 12 – *Impôts sur le résultat* : impôt différé rattaché à des actifs et passifs issus d'une même transaction⁽¹⁾ ;
- Amélioration annuelle des IFRS – Cycle 2018 - 2020.

Les analyses des incidences de l'application de ces normes et amendements sont en cours.

1.2 Utilisation d'estimations et du jugement

1.2.1 Estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

L'évolution de l'environnement économique et financier, compte tenu en particulier de la crise du COVID, a conduit le Groupe à renforcer les procédures de suivi des risques, notamment dans l'évaluation des instruments financiers, l'appréciation du risque de contreparties et les tests de perte de valeur. Cet environnement et la volatilité importante des marchés ont été pris en considération par le Groupe dans les estimations utilisées entre autres pour les tests de perte de valeur et les calculs des provisions.

Les estimations comptables sont réalisées dans un contexte qui reste sensible aux évolutions des marchés de l'énergie et dont les conséquences rendent difficiles l'appréhension des perspectives économiques à moyen terme.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des états financiers au 30 juin 2021 portent principalement sur :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des *goodwill*, des immobilisations corporelles et incorporelles et, dans le contexte de la crise du COVID, la prise en compte des incertitudes relatives à l'estimation de ces valeurs recouvrables et la sensibilité de celles-ci aux changements possibles des hypothèses clés (cf. Note 7.1 «*Pertes de valeur*» et Note 10 «*Goodwill et immobilisations*») ;
- l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers et, dans le contexte de la crise du COVID, la prise en compte des incertitudes dans les hypothèses clés retenues, notamment la détermination des flux de trésorerie futurs (cf. Note 11 «*Instruments financiers*») ;

(1) Ces textes n'ayant pas encore été adoptés par l'Union européenne, il s'agit d'une traduction libre.

- l'évaluation des provisions et notamment les provisions pour traitement de l'aval du cycle du combustible nucléaire, les provisions pour démantèlement des installations, les provisions pour litiges ainsi que les engagements de retraite et assimilés (cf. Note 13 «Provisions»);
- l'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (cf. Note 2 «Principales variations de périmètre»);
- le chiffre d'affaires réalisé et non relevé, dit «en compteur» dont les modèles ont été impactés par les changements de comportement de consommation de certains clients (cf. Note 5 «Ventes»);
- l'évaluation des déficits fiscaux reportables activés en tenant compte le cas échéant, dans le contexte de la crise du COVID, des révisions et des projections de résultat taxable (cf. Note 9 «Impôts»).

Des informations complémentaires sur le contenu de ces estimations, sont présentées dans les Notes *ad hoc* des états financiers consolidés au 31 décembre 2020.

1.2.2 Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

En particulier, le Groupe a exercé son jugement pour :

- l'évaluation de la nature du contrôle ;
- déterminer si les accords contiennent des contrats de location ;
- la comptabilisation dans le chiffre d'affaires des coûts d'acheminement facturés aux clients ;
- l'identification des obligations de performance des contrats de ventes ;
- la détermination des secteurs opérationnels et reportables dans le contexte de la réorganisation du Groupe (cf. Note 4 «Information sectorielle»);
- la détermination des «activités normales», au regard d'IFRS 9, des contrats d'achat et de vente d'éléments non financiers (électricité, gaz, etc.).

Dans le contexte de la crise du COVID, le Groupe a également exercé son jugement pour l'appréciation :

- de l'existence d'un événement déclencheur menant éventuellement à une perte de valeur sur *goodwill*, immobilisations corporelles ou incorporelles ;
- des pertes de crédit attendues, notamment pour la mise à jour des probabilités de défaut et des autres paramètres dans un contexte d'incertitude ;
- des impacts sur les risques relatifs aux instruments financiers, notamment le risque de liquidité ainsi que l'évolution des marchés des taux d'intérêts, des matières premières et des taux de change ;
- des conséquences en matière de couverture, notamment quant au maintien du caractère hautement probable de l'élément couvert ;
- de l'application des droits et obligations exécutoires liés aux contrats clients, notamment en matière de probabilités d'encaissements futurs, ainsi que d'évaluation du chiffre d'affaires à l'avancement.

Conformément à IAS 1, le Groupe présente séparément dans l'état de la situation financière les actifs courants et non courants de même que les passifs courants et non courants. Au regard de la majorité des activités du Groupe, il a été considéré que le critère à retenir pour cette classification est le délai de réalisation de l'actif ou de règlement du passif : en courant si ce délai est inférieur à 12 mois et en non courant s'il est supérieur à 12 mois.

1.3 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

1.3.1 Saisonnalité des activités

Les activités du Groupe sont, par nature, des activités saisonnières mais les variations climatiques ont des effets plus importants que la saisonnalité sur les différents indicateurs d'activité et de résultat opérationnel. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2021 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2021.

1.3.2 Impôt sur les bénéfices

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période, hors élément exceptionnel significatif, le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours. Les éventuels éléments exceptionnels significatifs de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle.

1.3.3 Retraites

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus lors du semestre. Par ailleurs, les montants comptabilisés dans l'état de la situation financière au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés afin de tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par des entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation), ainsi que la valeur et le rendement réel des actifs de couverture.

NOTE 2 PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

2.1 Cessions réalisées au cours du premier semestre 2021

2.1.1 Incidences des principales cessions et accords de cessions de la période

Dans le cadre de la présentation de sa nouvelle stratégie, le Groupe a confirmé, le 18 mai 2021, une augmentation significative de son programme de rotation d'actifs qui, à moyen terme, pourrait représenter une enveloppe d'environ 9 à 10 milliards d'euros.

Les incidences des principales cessions et accords de cessions du premier semestre sur l'endettement financier net du Groupe, hors cessions partielles dans le cadre des activités DBSO ⁽¹⁾, sont présentées dans le tableau ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	Prix de cession	Réduction de l'endettement financier net
Cession d'une partie de la participation dans la société GTT - France	247	52
Autres opérations de cession individuellement non significatives	213	231
TOTAL	460	283

Les cessions en cours de finalisation au 30 juin 2021 sont présentées dans la Note 2.2 «Actifs destinés à être cédés», et les autres revues stratégiques significatives en cours en Note 2.3 «Autres opérations envisagées».

2.1.2 Cession d'une partie de la participation d'ENGIE dans la société française Gaztransport et Technigaz SA («GTT»)

Le 13 novembre 2020, ENGIE avait annoncé entamer une revue stratégique de sa participation dans GTT, dont le Groupe détenait 40,4% du capital et qui était consolidée par intégration globale.

Le 26 mai 2021, le Groupe a annoncé la réalisation de la cession partielle de sa participation dans GTT à hauteur de 10% du capital au prix de 67 euros par action et l'émission simultanée de 290 millions d'euros d'obligations à coupon zéro échangeables en actions GTT, d'une maturité de trois ans, avec un prix d'échange de 78,25 euros, correspondant à une prime de 20% par rapport au prix offert au titre de la cession parallèle des actions de GTT.

Avant cette cession partielle, le Groupe exerçait un contrôle de fait sur la société GTT en raison de la majorité des sièges qu'il détenait au Conseil d'Administration, de la forte dispersion de l'actionnariat et de l'absence d'action de concert au sein de cet actionnariat. Cette situation lui conférait la majorité relative des droits de vote exprimés lors des Assemblées Générales (cf. Note 2.2 «Jugements significatifs exercés dans l'analyse du contrôle» des états financiers consolidés au 31 décembre 2020).

Cette transaction, qui s'est accompagnée de la démission immédiate de deux des administrateurs dont la nomination était proposée par ENGIE, se traduit par la perte de la majorité des sièges au Conseil d'Administration et par une dilution du pourcentage de droits de vote du Groupe qui n'est désormais plus en situation d'exercer un contrôle de fait. Ainsi, au terme de la cession, ENGIE considère ne plus exercer qu'une influence notable et comptabilise donc sa participation résiduelle dans GTT (30,4%) par mise en équivalence.

Les effets de cette transaction se sont traduits par une réduction de l'endettement financier net du Groupe de 52 millions d'euros (déduction faite de la trésorerie nette détenue par GTT). Le résultat de cession avant impôts, incluant la revalorisation de la participation conservée, s'établit à 628 millions d'euros au 30 juin 2021.

(1) *Develop, Build, Share and Operate*, modèle utilisé dans les énergies renouvelables et reposant sur la rotation continue des capitaux employés.

2.2 Actifs destinés à être cédés

Au 30 juin 2021, le total des «Actifs classés comme détenus en vue de la vente» et le total des «Passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente» s'élèvent respectivement à 1 000 et 236 millions d'euros.

En millions d'euros	30 juin 2021	31 déc. 2020
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	576	992
Autres actifs	423	299
TOTAL ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE	1 000	1 292
Dettes financières	38	297
Autres passifs	198	190
TOTAL PASSIFS DIRECTEMENT LIÉS À DES ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE	236	488

Le poste «Actifs destinés à être cédés» au 30 juin 2021 se rapporte à des actifs dans les énergies renouvelables au Mexique (dont la vente est hautement probable mais demeure conditionnée à l'obtention de diverses approbations), à la participation du Groupe dans la société ENGIE EPS SA, ainsi qu'à la participation du Groupe dans la société EV Charged BV (EVBox) dont le projet de cession de la majorité des parts a été annoncé en décembre 2020. La finalisation de ces transactions est attendue au second semestre 2021. Compte tenu des résultats de cession attendus, aucun ajustement de valeur significatif n'a été comptabilisé.

Les actifs classés en tant qu'«Actifs destinés à être cédés» au 31 décembre 2020, relatifs à des actifs renouvelables en Inde, ont été cédés au cours du premier semestre 2021.

2.3 Autres opérations envisagées

Dans le cadre de son programme de rotation d'actifs, le Groupe a entamé une revue stratégique des activités de Solutions Clients afin de maximiser leur valeur et de renforcer leur position de leader, et ainsi de saisir les futures opportunités de croissance grâce à un périmètre cohérent et une organisation adaptée, en tenant compte de trois critères principaux : le business model, la nature de l'activité et le potentiel de développement dans chaque zone géographique. Le résultat de cette revue stratégique se traduira par :

- la conservation des activités axées sur la production d'énergie à faible émission de CO₂, les infrastructures énergétiques et les services associés fournissant des solutions sophistiquées, intégrées et à grande échelle, aux villes, communautés et industries ;
- la création d'une nouvelle entité leader dans les activités *asset-light* et leurs services associés ayant pour vocation d'être indépendante d'ENGIE à terme. Cette entité, dénommée EQUANS, est axée sur deux *business models* – les projets de conception / construction et les services récurrents d'exploitation / maintenance – et sera présente en France, au Royaume-Uni, au Benelux et dans certains pays d'Europe centrale et de l'Est, aux États-Unis, en Amérique Latine et en Australie ;
- la cession des autres activités de Solutions Clients ne rentrant pas dans les deux ensembles précédents (de taille moindre).

Compte tenu de l'état d'avancement de ces revues stratégiques au 30 juin 2021, les conditions pour un classement en tant qu'«Actifs destinés à être cédés» ne sont pas réunies.

2.4 Acquisitions réalisées au cours du premier semestre 2021

L'ensemble des acquisitions réalisées au cours du premier semestre 2021 a eu une incidence de 0,4 milliard d'euros sur l'endettement financier net.

NOTE 3 INDICATEURS FINANCIERS UTILISÉS DANS LA COMMUNICATION FINANCIÈRE

L'objet de cette note consiste à présenter les principaux indicateurs financiers non-GAAP utilisés par le Groupe ainsi que leur réconciliation avec les agrégats des états financiers consolidés IFRS.

3.1 EBITDA

La réconciliation entre l'EBITDA et le résultat opérationnel courant y compris MtM opérationnel et quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat opérationnel courant y compris MtM opérationnel et quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3 647	1 800
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	(574)	257
Dotations nettes aux amortissements et autres	2 310	2 282
Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)	25	28
Quote-part non récurrente du résultat net des entreprises mises en équivalence	16	112
EBITDA	5 423	4 478

3.2 EBIT

Le principal indicateur de performance du Groupe, anciennement «Résultat Opérationnel Courant (ROC)», a été renommé «EBIT» afin de s'aligner sur les pratiques de marché. Il n'y a pas de changement dans sa définition et dans son calcul.

La réconciliation entre l'EBIT et le résultat opérationnel courant y compris MtM opérationnel et quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat opérationnel courant y compris MtM opérationnel et quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3 647	1 800
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	(574)	257
Quote-part non récurrente du résultat net des entreprises mises en équivalence	16	112
EBIT	3 089	2 169

3.3 Résultat net récurrent part du Groupe

Le résultat net récurrent part du Groupe est un indicateur financier utilisé par le Groupe dans sa communication financière afin de présenter un résultat net part du Groupe ajusté des éléments présentant un caractère inhabituel, anormal ou peu fréquent.

La réconciliation entre le résultat net part du Groupe et le résultat net récurrent part du Groupe est la suivante :

En millions d'euros	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		2 343	24
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		74	332
RÉSULTAT NET		2 418	356
Rubriques du passage entre le «Résultat opérationnel courant y compris MtM opérationnel et quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence» et le «RAO»		(369)	100
<i>Pertes de valeur</i>	7.1	201	62
<i>Restructurations</i>	7.2	90	64
<i>Effets de périmètre</i>	7.3	(694)	(39)
<i>Autres éléments non récurrents</i>		33	12
Autres éléments retraités		(353)	635
<i>MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel</i>		(574)	257
<i>Inefficacité sur instruments dérivés qualifiés de couverture de juste valeur</i>	8	1	(1)
<i>Résultat des opérations de restructuration de la dette et de dénouements anticipés d'instruments financiers dérivés</i>	8	-	16
<i>Variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture et inefficacité sur instruments dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie</i>	8	31	149
<i>Résultat non récurrent des instruments de dette et des instruments de capitaux propres</i>	8	(125)	134
<i>Autres effets impôts retraités</i>		299	(32)
<i>Part non récurrente de la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence</i>		16	112
RÉSULTAT NET RÉCURRENT		1 695	1 091
Résultat net récurrent attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		309	345
RÉSULTAT NET RÉCURRENT PART DU GROUPE		1 386	746

3.4 Capitaux engagés industriels

La réconciliation entre les capitaux engagés industriels et les rubriques de l'état de la situation financière est la suivante :

En millions d'euros		30 juin 2021	31 déc. 2020
(+)	Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	57 724	57 085
(+)	Goodwill	15 752	15 943
(-)	Goodwill Gaz de France - SUEZ et International Power ⁽¹⁾	(7 504)	(7 472)
(+)	Créances IFRS16 et IFRIC 12	2 340	1 827
(+)	Participations dans des entreprises mises en équivalence	8 136	6 760
(-)	Goodwill International Power ⁽¹⁾	(37)	(141)
(+)	Créances commerciales et autres débiteurs	16 699	14 295
(-)	Appels de marge ^{(1) (2)}	(3 504)	(1 585)
(+)	Stocks	4 245	4 140
(+)	Actifs de contrats	7 618	7 764
(+)	Autres actifs courants et non courants	8 363	9 386
(+)	Impôts différés	(4 779)	(3 536)
(+)	Neutralisation des impôts différés liés aux autres éléments recyclables de capitaux propres ⁽¹⁾	(44)	(543)
(-)	Provisions	(26 048)	(27 073)
(+)	Pertes et gains actuariels en capitaux propres (nets d'impôts différés) ⁽¹⁾	3 652	4 553
(-)	Fournisseurs et autres créanciers	(17 856)	(17 307)
(+)	Appels de marge ^{(1) (2)}	2 156	982
(-)	Passifs de contrats	(3 978)	(4 354)
(-)	Autres passifs courants et non courants	(14 659)	(14 579)
	CAPITAUX ENGAGÉS INDUSTRIELS	48 279	46 146

(1) Ces éléments sont retraités des rubriques de l'état de la situation financière pour le calcul des capitaux engagés industriels.

(2) Les appels de marges inclus dans les rubriques «Créances commerciales et autres débiteurs» et «Fournisseurs et autres créanciers» correspondent aux avances reçues ou versées dans le cadre des contrats de collatéralisation mis en place aux fins de gestion du risque de contrepartie relatif aux transactions sur matières premières.

3.5 Cash flow des opérations (CFFO)

La réconciliation entre le *cash flow* des opérations (CFFO) et les rubriques de l'état de flux de trésorerie est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Marge brute d'autofinancement avant résultat financier et impôt	4 937	4 190
Impôt décaissé	(282)	(235)
Variation du besoin en fonds de roulement	(42)	(733)
Intérêts reçus d'actifs financiers	(13)	39
Dividendes reçus sur instruments de capitaux propres	4	40
Intérêts financiers versés	(327)	(349)
Intérêts financiers reçus sur trésorerie et équivalents de trésorerie	16	33
CASH FLOW DES OPÉRATIONS (CFFO)	4 294	2 984

3.6 Investissements corporels, incorporels et financiers (CAPEX) et investissements de croissance

La réconciliation entre les investissements corporels, incorporels et financiers (CAPEX), et les investissements de croissance avec les rubriques de l'état de flux de trésorerie se détaille comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Investissements corporels et incorporels	2 664	2 467
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	70	303
(+) Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(4)	36
Acquisitions de participations dans les entreprises mises en équivalence et activités conjointes	292	283
Acquisitions d'instruments de capitaux propres et de dette	949	(111)
Variation des prêts et créances émis par l'entreprise et autres	(107)	227
(+) Autres	-	(1)
Changements de parts d'intérêts dans les entités contrôlées	25	225
(-) Impact des cessions réalisées dans le cadre des activités DBSO et DBOO ⁽¹⁾	(199)	(387)
TOTAL INVESTISSEMENTS CORPORELS, INCORPORELS ET FINANCIERS (CAPEX)	3 691	3 041
(-) Investissements de maintenance	(1 072)	(980)
(-) Placements effectués par Synatom	(78)	166
TOTAL INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE	1 841	2 227

(1) Develop, Build, Share & Operate et Develop, Build, Own & Operate ; y compris financements Tax Equity reçus

3.7 Endettement financier net

La réconciliation entre l'endettement financier net et les rubriques de l'état de la situation financière est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	31 déc. 2020
(+) Emprunts à long terme	11.2 & 11.3	29 864	30 092
(+) Emprunts à court terme	11.2 & 11.3	8 540	7 846
(+) Instruments financiers passifs	11.4	42 605	13 115
(-) Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières et autres éléments		(42 249)	(12 762)
(-) Autres actifs financiers	11.1	(12 972)	(11 599)
(+) Prêts et créances au coût amorti non compris dans l'endettement financier net		5 166	4 710
(+) Instruments de capitaux propres à la juste valeur		1 862	1 668
(+) Instruments de dette à la juste valeur non compris dans l'endettement financier net		4 089	3 134
(-) Trésorerie et équivalents de trésorerie	11.1	(12 112)	(12 980)
(-) Instruments financiers actifs	11.4	(41 341)	(11 065)
(+) Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières et autres éléments		40 782	10 299
ENDETTEMENT FINANCIER NET	11.3	24 233	22 458

3.8 Dette nette économique

La dette nette économique s'établit comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	31 déc. 2020
ENDETTEMENT FINANCIER NET	11.3	24 233	22 458
Provisions pour gestion de l'aval du cycle du combustible nucléaire		7 887	7 948
Provisions pour démantèlement des installations		7 886	7 604
Provisions pour reconstitution de sites		246	238
Avantages postérieurs à l'emploi - Retraites		2 438	3 174
<i>(-) Sociétés régulées d'infrastructures</i>		<i>(149)</i>	<i>(351)</i>
Avantages postérieurs à l'emploi - Droits à remboursement		(187)	(187)
Avantages postérieurs à l'emploi - Autres avantages		5 269	5 732
<i>(-) Sociétés régulées d'infrastructures</i>		<i>(3 289)</i>	<i>(3 602)</i>
Impôts différés actifs sur engagements de retraite et assimilés		(1 751)	(2 061)
<i>(-) Sociétés régulées d'infrastructures</i>		<i>814</i>	<i>947</i>
Actifs de couverture des provisions nucléaires, stock d'uranium et créance Electrabel envers EDF Belgium		(5 311)	(4 479)
DETTE NETTE ÉCONOMIQUE		38 086	37 420

NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

4.1 Réorganisation d'ENGIE et modification de l'information sectorielle

Un nouveau Comité exécutif a été nommé le 1^{er} février 2021, dont les responsabilités sont alignées sur les priorités stratégiques présentées par le Groupe en juillet 2020 et reflétant la décision d'ENGIE d'organiser le Groupe autour de ses quatre activités stratégiques : Renouvelables, Infrastructures, production thermique («Thermique») et fourniture d'énergie («Supply»), et Solutions clients. La mise en œuvre opérationnelle d'une réorganisation en Global Business Units (GBUs) alignée sur ces activités a débuté à l'issue de la consultation des instances représentatives du personnel qui s'est tenue au premier semestre. À noter qu'au sein des activités de solutions clients, les activités *asset-light*, qui ont vocation à devenir indépendantes d'ENGIE à terme, sont regroupées dans le sous-ensemble «EQUANS» (cf. Note 2.3 *Autres opérations envisagées*) tandis que les autres activités conservées constituent la GBU «Energy Solutions».

Depuis sa prise de fonctions, le Comité Exécutif du Groupe, qui constitue le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8 – *Information sectorielle*, pilote la performance opérationnelle et financière et alloue les ressources au sein du Groupe par activité sous-jacente aux GBUs. De ce fait, ces activités correspondent désormais aux «secteurs opérationnels» et aux «secteurs reportables» au sens d'IFRS 8.

Cette évolution conduit à un changement de l'information sectorielle du Groupe vers l'axe des activités. Toutefois, l'année 2021 étant une année de transition, l'ancienne organisation opérationnelle, par Business Units géographiques, subsiste à titre transitoire et constitue un axe secondaire de l'information sectorielle du Groupe.

L'articulation entre les anciens et les nouveaux secteurs est la suivante :

		Nouvelle organisation							
		GBU et Secteur	GBU et Secteur	GBU et Secteur	Secteur	Secteur	GBU Secteur	Secteur	Secteur
		Renouvelables	Infrastructures	Solutions Clients Energy Solutions	EQUANS	Thermique	Supply	Nucléaire	Autres
Ancienne organisation	France hors infrastructures	X		X	X		X		
	Infrastructures France		X						
	Reste de l'Europe	X	X	X	X	X	X	X	
	Amérique Latine	X	X		X	X	X		
	États-Unis & Canada	X		X	X	X	X		
	Moyen-Orient, Asie & Afrique	X		X	X	X	X		
	Autres			X					X

4.2 Information par secteur reportable

4.2.1 Définition des secteurs reportables

Les secteurs reportables sont identiques aux secteurs opérationnels, et correspondent aux activités sous-jacentes à l'organisation en GBUs :

- **Renouvelables** : regroupe l'ensemble des activités de production centralisée d'énergies renouvelables – notamment le financement, la construction, l'exploitation et la maintenance d'installations renouvelables – qui s'appuient sur l'exploitation de filières diverses telles que l'énergie hydroélectrique, l'éolien terrestre, le solaire photovoltaïque, la biomasse, l'éolien en mer et la géothermie principalement. L'énergie produite est injectée sur le réseau et vendue soit sur le marché libre ou régulé, soit à des tiers au travers de contrats de vente d'électricité.
- **Infrastructures** : englobe les activités et projets d'infrastructures électriques et gazières du Groupe. Ces activités incluent la gestion et le développement (i) des réseaux de transport de gaz et d'électricité ainsi que des réseaux de distribution de gaz naturel en Europe et à l'international, (ii) des stockages souterrains de gaz naturel en Europe

et (iii) des infrastructures de regazéification en France et au Chili. Au-delà des activités historiques de gestion des infrastructures, son portefeuille d'actifs participe également aux enjeux de la décarbonation de l'énergie et de verdissement des réseaux (intégration progressive de gaz verts, projets autour de l'hydrogène...).

- **Solutions Clients :**
 - **Energy Solutions :** englobe les activités de construction et de gestion d'infrastructures énergétiques décentralisées pour produire de l'énergie bas carbone (réseaux de chaleur et de froid, centrales de production d'énergie distribuée, parcs de production d'énergie solaire distribuée, mobilité bas-carbone, ville et éclairage public bas-carbone...) et les services associés (efficacité énergétique, maintenance technique, conseil en développement durable).
 - **EQUANS :** services multi-techniques aux entreprises : conception, ingénierie, travaux, exploitation, installation, maintenance, *facility management*, etc.
- **Thermique :** regroupe l'ensemble des activités de production d'énergie centralisée à partir d'actifs thermiques, contractés ou non. Elle comprend l'exploitation de centrales utilisant principalement comme combustible le gaz ou le charbon ainsi que les centrales de stockage par pompage. L'énergie produite est injectée sur le réseau et vendue soit sur le marché libre ou régulé, soit à des tiers au travers de contrats de vente d'électricité. Elle comprend également le financement, la construction et l'exploitation d'usines de dessalement, couplées ou non aux centrales de production d'électricité.
- **Supply :** englobe l'ensemble des activités de commercialisation de gaz et d'électricité aux clients finaux, qu'ils soient professionnels ou particuliers. Elle intègre également l'ensemble des activités de services à destination des clients résidentiels.
- **Nucléaire :** englobe l'ensemble des activités de production nucléaire du Groupe avec un parc de production de sept réacteurs en Belgique (quatre à Doel et trois à Tihange) et des droits de tirage en France.

Par ailleurs, l'ensemble **Autres** regroupe les activités de gestion et d'optimisation de l'énergie, de fourniture B2B en France d'Entreprises & Collectivités (E&C), de GTT, ainsi que du *corporate* et des *holdings*.

4.2.2 Indicateurs clés par secteur reportable

Les données par activité selon la nouvelle segmentation correspondent aux données par *Business Lines* selon l'ancienne segmentation secondaire. Certaines réallocations mineures ont été réalisées à l'occasion de la réorganisation, impactant à la marge les données 2020 par rapport aux précédentes publications.

CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Renouvelables	1 461	1 512
Infrastructures	3 676	3 399
Solutions Clients	10 908	9 474
<i>Energy Solutions</i>	4 710	4 229
<i>EQUANS</i>	6 198	5 245
Thermique	1 783	1 625
<i>Supply</i>	8 379	7 726
Nucléaire	15	20
Autres	5 036	3 676
TOTAL CHIFFRES D'AFFAIRES	31 259	27 433

EBITDA

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Renouvelables	759	747
Infrastructures	2 400	2 133
Solutions Clients	626	200
<i>Energy Solutions</i>	389	181
EQUANS	237	19
Thermique	764	844
Supply	375	190
Nucléaire	402	155
Autres	98	209
TOTAL EBITDA	5 423	4 478

EBIT

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Renouvelables	492	501
Infrastructures	1 514	1 262
Solutions Clients	260	(161)
<i>Energy Solutions</i>	172	(41)
EQUANS	89	(120)
Thermique	546	614
Supply	220	44
Nucléaire	178	(107)
Autres	(122)	17
TOTAL EBIT	3 089	2 169

QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Renouvelables	15	45
Infrastructures	131	112
Solutions Clients	55	(158)
<i>Energy Solutions</i>	56	(158)
EQUANS	(1)	-
Thermique	182	198
Supply	-	-
Nucléaire	-	-
Autres	3	13
TOTAL QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	385	209

Les contributions des entreprises associées et des coentreprises dans la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence s'élèvent respectivement à 165 millions d'euros et 220 millions d'euros au 30 juin 2021 (contre 10 millions d'euros et 199 millions d'euros au 30 juin 2020).

CAPITAUX ENGAGÉS INDUSTRIELS

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
Renouvelables	10 943	10 126
Infrastructures	23 015	23 171
Solutions Clients	10 589	10 080
<i>Energy Solutions</i>	6 759	6 332
EQUANS	3 830	3 748
Thermique	8 682	8 587
Supply	2 193	1 148
Nucléaire (1)	(12 376)	(11 829)
Autres	5 233	4 863
TOTAL CAPITAUX ENGAGÉS INDUSTRIELS	48 279	46 146

(1) dont 14 876 millions d'euros de provisions nucléaires. Les capitaux engagés n'intègrent pas les actifs dédiés à la couverture des provisions pour 4 792 millions d'euros.

INVESTISSEMENTS CORPORELS, INCORPORELS ET FINANCIERS (CAPEX)

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Renouvelables	763	1 072
Infrastructures	1 165	1 048
Solutions Clients	402	513
<i>Energy Solutions</i>	304	436
EQUANS	98	77
Thermique	99	21
Supply	146	166
Nucléaire	897	48
Autres	219	174
TOTAL INVESTISSEMENTS CORPORELS, INCORPORELS ET FINANCIERS (CAPEX)	3 691	3 042

CAPEX DE CROISSANCE

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Renouvelables	723	1 033
Infrastructures	671	671
Solutions Clients	268	387
<i>Energy Solutions</i>	231	359
EQUANS	38	28
Thermique	(17)	(42)
Supply	69	104
Nucléaire	-	-
Autres	126	74
TOTAL CAPEX DE CROISSANCE	1 841	2 227

4.3 Indicateurs clés par zone géographique

Les zones géographiques ci-dessous sont issues du regroupement des *Business Units* du Groupe, comme décrit dans la Note 6 «*Information sectorielle*» des états financiers consolidés au 31 décembre 2020.

CHIFFRE D'AFFAIRES

En millions d'euros	30 juin 2021			30 juin 2020		
	Hors Groupe	Groupe	Total	Hors Groupe	Groupe	Total
France hors Infrastructures	8 630	156	8 786	7 284	151	7 435
Infrastructures France	3 022	446	3 467	2 828	466	3 294
<i>Total France</i>	11 651	602	12 253	10 112	617	10 729
Reste de l'Europe	8 519	1 177	9 696	7 690	963	8 653
Amérique Latine	2 410	-	2 410	2 294	-	2 294
États-Unis & Canada	2 053	-	2 053	2 052	1	2 053
Moyen-Orient, Asie & Afrique	1 125	1	1 126	1 127	-	1 127
Autres	5 501	2 826	8 327	4 157	2 365	6 522
Élimination des transactions internes	-	(4 606)	(4 606)	-	(3 947)	(3 947)
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	31 259	-	31 259	27 433	-	27 433

EBITDA

En millions d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
France hors Infrastructures	883	590
Infrastructures France	2 031	1 843
<i>Total France</i>	2 914	2 433
Reste de l'Europe	1 175	715
Amérique Latine	965	948
États-Unis & Canada	75	60
Moyen-Orient, Asie & Afrique	292	307
Autres	3	15
TOTAL EBITDA	5 423	4 478

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
France hors Infrastructures	(392)	(373)
Infrastructures France	(832)	(816)
<i>Total France</i>	(1 224)	(1 189)
Reste de l'Europe	(515)	(541)
Amérique Latine	(226)	(251)
États-Unis & Canada	(85)	(58)
Moyen-Orient, Asie & Afrique	(37)	(41)
Autres	(222)	(201)
TOTAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(2 310)	(2 282)

EBIT

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
France hors Infrastructures	494	212
Infrastructures France	1 200	1 027
<i>Total France</i>	1 693	1 239
Reste de l'Europe	656	168
Amérique Latine	737	696
États-Unis & Canada	(10)	1
Moyen-Orient, Asie & Afrique	255	264
Autres	(243)	(200)
TOTAL EBIT	3 089	2 169

CAPITAUX ENGAGÉS INDUSTRIELS

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
France hors Infrastructures	8 218	7 326
Infrastructures France	19 517	19 891
<i>Total France</i>	27 735	27 218
Reste de l'Europe	(2 033)	(1 530)
Amérique Latine	10 317	9 494
États-Unis & Canada	3 799	3 473
Moyen-Orient, Asie & Afrique	3 055	2 690
Autres	5 404	4 802
TOTAL CAPITAUX ENGAGÉS INDUSTRIELS	48 279	46 146

INVESTISSEMENTS CORPORELS, INCORPORELS ET FINANCIERS (CAPEX)

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
France hors Infrastructures	389	253
Infrastructures France	820	787
<i>Total France</i>	1 209	1 040
Reste de l'Europe	1 231	427
Amérique Latine	588	671
États-Unis & Canada	297	724
Moyen-Orient, Asie & Afrique	6	(297)
Autres	360	477
TOTAL INVESTISSEMENTS CORPORELS, INCORPORELS ET FINANCIERS (CAPEX)	3 691	3 041

4.4 Indicateurs clés par zone de commercialisation / d'implantation

Les indicateurs ci-dessous sont ventilés :

- par zone de commercialisation pour le chiffre d'affaires ;
- par zone d'implantation des sociétés consolidées pour les capitaux engagés industriels.

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires		Capitaux engagés industriels	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	31 déc. 2020
France	13 375	10 931	30 792	30 569
Belgique	3 063	2 576	(9 731)	(9 638)
Autres Union européenne	5 618	4 943	6 314	5 867
Autres pays d'Europe	2 608	2 092	2 754	2 848
Amérique du Nord	2 698	2 688	4 623	4 272
Asie, Moyen-Orient et Océanie	1 695	1 879	2 924	2 500
Amérique du Sud	2 027	2 064	9 763	8 918
Afrique	175	259	841	810
TOTAL	31 259	27 433	48 279	46 146

La variété des métiers du Groupe et de leur localisation géographique entraîne une grande diversité de situations et de natures de clientèles (industries, collectivités locales et particuliers). De ce fait, aucun client externe du Groupe ne représente à lui seul 10% ou plus du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

NOTE 5 VENTES

5.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires sur contrats commerciaux est relatif aux contrats entrant dans le champ de la norme IFRS 15 (cf. Note 7 «Ventes» des états financiers consolidés au 31 décembre 2020).

Le chiffre d'affaires réalisé sur des opérations hors du champ d'application d'IFRS 15 est présenté en colonne «Autres» et comprend les revenus des locations et des concessions, de même que, le cas échéant, la composante financière des prestations opérationnelles.

La ventilation du chiffre d'affaires par *Global Business Unit* selon ses différents principes de comptabilisation se présente comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Ventes de gaz	Ventes d'électricité et autres énergies	Ventes de services liés aux infrastructures	Constructions, installations, O&M, FM et autres services	Autres	30 juin 2021
Renouvelables	-	1 285	66	64	46	1 461
Infrastructures	200	21	3 065	323	67	3 676
Solutions Clients	80	1 693	49	9 075	11	10 908
<i>Energy Solutions</i>	76	1 613	49	2 949	23	4 710
<i>EQUANS</i>	4	81	-	6 126	(13)	6 198
Thermique	7	1 406	155	206	9	1 783
<i>Supply</i>	3 549	4 295	52	458	25	8 379
Nucléaire	-	2	7	12	(6)	15
Autres	2 123	2 233	97	206	377	5 036
TOTAL CHIFFRES D'AFFAIRES	5 959	10 935	3 491	10 344	529	31 259

<i>En millions d'euros</i>	Ventes de gaz	Ventes d'électricité et autres énergies	Ventes de services liés aux infrastructures	Constructions, installations, O&M, FM et autres services	Autres	30 juin 2020
Renouvelables	-	1 366	29	93	24	1 512
Infrastructures	157	157	2 853	200	32	3 399
Solutions Clients	86	1 579	48	7 734	27	9 474
<i>Energy Solutions</i>	81	1 499	48	2 575	26	4 229
<i>EQUANS</i>	5	80	-	5 160	-	5 245
Thermique	7	1 212	138	204	64	1 625
<i>Supply</i>	2 901	4 437	46	328	14	7 726
Nucléaire	-	3	5	10	2	20
Autres	1 875	1 148	90	235	328	3 676
TOTAL CHIFFRES D'AFFAIRES	5 026	9 902	3 209	8 804	491	27 433

5.2 Créances commerciales et autres débiteurs, actifs et passifs de contrats

5.2.1 Créances commerciales et autres débiteurs, actifs de contrats

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
Créances commerciales et autres débiteurs	16 699	14 295
<i>Dont IFRS 15</i>	7 384	6 897
<i>Dont non-IFRS 15</i>	9 315	7 398
Actifs de contrats	7 618	7 764
<i>Produits à recevoir et factures à établir</i>	6 878	6 754
<i>Gaz et électricité en compteur ⁽¹⁾</i>	740	1 010

(1) *Net d'acomptes reçus.*

Les actifs de contrat incluent notamment des produits à recevoir et factures à établir ainsi que le gaz et l'électricité livrés non relevés et non facturés dits «gaz et électricité en compteur».

5.2.2 Passifs de contrats

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021			31 déc. 2020		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Passifs de contrats	55	3 922	3 978	39	4 315	4 354
<i>Avances et acomptes reçus</i>	12	1 713	1 726	15	2 123	2 138
<i>Produits constatés d'avance</i>	43	2 209	2 252	25	2 192	2 217

NOTE 6 ACHATS ET DÉRIVÉS À CARACTÈRE OPÉRATIONNEL

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Achats, et autres charges et produits sur dérivés opérationnels non qualifiés de trading ⁽¹⁾	(13 753)	(12 627)
Achats de services et autres ⁽²⁾	(5 362)	(4 859)
ACHATS ET DÉRIVÉS À CARACTÈRE OPÉRATIONNEL	(19 116)	(17 486)

(1) Dont un produit net au 30 juin 2021 de 574 millions d'euros au titre du MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel (contre une charge nette de 257 millions d'euros au 30 juin 2020).

(2) Dont 89 millions d'euros de charges de location – relatives à des contrats à court terme et contrats portant sur des actifs de faible valeur – au 30 juin 2021 (contre 87 millions d'euros au 30 juin 2020).

NOTE 7 AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

7.1 Pertes de valeur

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
Pertes de valeur :			
<i>Goodwill</i>	10	(83)	(2)
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	10	(134)	(55)
Participations dans les entreprises mises en équivalence et provisions s'y rattachant		(16)	(7)
TOTAL DES PERTES DE VALEUR D'ACTIFS		(233)	(64)
Reprises de pertes de valeur :			
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles		32	2
TOTAL DES REPRISES DE PERTES DE VALEUR		32	2
TOTAL		(201)	(62)

Au-delà des tests de perte de valeur annuels systématiques relatifs aux *goodwill* et aux immobilisations incorporelles non amortissables réalisés au second semestre, le Groupe procède à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur portant sur un *goodwill*, une immobilisation corporelle ou incorporelle, une participation dans une entreprise mise en équivalence ou un actif financier.

7.1.1 Pertes de valeur comptabilisées au cours du premier semestre

Les pertes de valeur nettes comptabilisées au 30 juin 2021 s'élèvent à 201 millions d'euros et portent principalement sur des géographies ou activités non stratégiques en Afrique pour 77 millions d'euros, en Amérique du Sud pour 76 millions d'euros, en France pour 40 millions d'euros et aux États-Unis pour 27 millions d'euros.

Les pertes de valeur nettes comptabilisées au 30 juin 2020 s'élevaient à 62 millions d'euros et portaient notamment sur des actifs renouvelables au Chili pour 35 millions d'euros.

7.2 Restructurations

Les charges de restructurations, d'un montant total de 90 millions d'euros au 30 juin 2021 (contre 64 millions d'euros au 30 juin 2020) comprennent essentiellement des frais de personnel et autres charges de restructuration.

7.3 Effets de périmètre

Au 30 juin 2021, les effets de périmètre s'élèvent à 694 millions d'euros et comprennent principalement (i) un résultat de 628 millions d'euros lié à la cession de 10% du capital de GTT et à la réévaluation des 30,4% restants, (ii) un résultat de 98 millions d'euros lié à la variation de la juste valeur du complément de prix lié à la vente des activités d'ENGIE dans le gaz naturel liquéfié (GNL) en 2018 et (iii) diverses cessions non significatives individuellement.

Au 30 juin 2020, les effets de périmètre s'élevaient à 39 millions d'euros et comprenaient principalement un résultat de 105 millions d'euros relatif à la cession des participations du Groupe dans les sociétés Astoria 1 et 2 et un résultat de -71 millions d'euros lié à la variation de la juste valeur du complément de prix lié à la vente des activités d'ENGIE dans le gaz naturel liquéfié (GNL) en 2018.

NOTE 8 RÉSULTAT FINANCIER

<i>En millions d'euros</i>	Charges	Produits	30 juin 2021	Charges	Produits	30 juin 2020
<i>Charges d'intérêts de la dette brute et des couvertures</i>	(453)	-	(453)	(446)	-	(446)
<i>Coût des dettes de location</i>	(20)	-	(20)	(24)	-	(24)
<i>Résultat de change sur dettes financières et couvertures</i>	-	10	10	(8)	-	(8)
<i>Inefficacité sur instruments dérivés qualifiés de couverture de juste valeur</i>	(1)	-	(1)	-	1	1
<i>Résultat sur trésorerie et équivalents de trésorerie, et instruments liquides de dette destinés aux placement de trésorerie</i>	-	22	22	-	33	33
<i>Coûts d'emprunts capitalisés</i>	34	-	34	55	-	55
Coût de la dette	(440)	32	(407)	(422)	34	(389)
<i>Soultés décaissées lors du débouclage de swaps</i>	(73)	-	(73)	-	-	-
<i>Extourne de la juste valeur négative de ces dérivés débouclés par anticipation</i>	-	73	73	-	-	-
<i>Résultat sur opérations de refinancement anticipé</i>	-	-	-	(16)	-	(16)
Résultat des opérations de restructuration de la dette et de dénouements anticipés d'instruments financiers dérivés	(73)	73	-	(16)	-	(16)
<i>Charges d'intérêts nets sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme</i>	(33)	-	(33)	(43)	-	(43)
<i>Désactualisation des autres provisions à long terme</i>	(343)	-	(343)	(268)	-	(268)
<i>Variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture, résultat des déqualifications et inefficacité de couvertures économiques sur autres éléments financiers</i>	(34)	-	(34)	(148)	-	(148)
<i>Résultat des instruments de dette et des instruments de capitaux propres</i>	(4)	194	190	(162)	39	(123)
<i>Produits d'intérêts sur prêts et créances au coût amorti</i>	-	61	61	-	109	109
<i>Autres</i>	(146)	81	(65)	(165)	130	(35)
Autres produits et charges financiers	(560)	336	(224)	(787)	278	(509)
RÉSULTAT FINANCIER	(1 072)	441	(632)	(1 225)	312	(913)

Le coût de la dette est stable par rapport au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2021, le résultat des instruments de dette et de capitaux propres d'un montant de 190 millions d'euros comprend principalement la variation de juste valeur positive des OPCVM détenus par Synatom pour 118 millions d'euros (-147 millions d'euros au 30 juin 2020) ainsi que la variation de la juste valeur positive de la participation résiduelle dans SUEZ pour 44 millions d'euros.

NOTE 9 IMPÔTS

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat net (A)	2 418	356
Charge totale d'impôt sur les bénéfices comptabilisée en résultat (B)	(967)	(431)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence (C)	385	209
RÉSULTAT AVANT IMPÔT ET QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE (A)-(B)-(C)=(D)	3 000	577
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (B)/(D)	32,2%	74,6%

Le taux effectif d'impôt de 32,2% au 30 juin 2021 est notamment affecté par :

- la plus-value de cession non taxable sur les titres GTT ;
- l'évolution défavorable de certains contentieux fiscaux ;
- l'effet sur les positions d'impôts différés de la hausse du taux d'impôt futur sur les résultats votée au Royaume-Uni ;
- les pertes non fiscalisées, notamment en Belgique.

Le taux effectif d'impôt de 74,6% au 30 juin 2020 s'expliquait par les éléments suivants, rapportés à une faible base de résultat :

- des pertes non fiscalisées, notamment en Belgique;
- l'effet de la dévaluation de certaines devises fiscales par rapport à la devise fonctionnelle d'entités en Amérique Latine et au Royaume-Uni minorant les déductions fiscales par rapport aux charges comptabilisées ;
- l'effet de l'abrogation de la baisse du taux normatif britannique sur les bases d'impôt différé ;
- d'autres *one-offs* divers défavorables.

Le Groupe n'a pas enregistré d'impacts significatifs au titre de la mise à jour des prévisions de moyen et long terme sous-tendant la valeur recouvrable des actifs d'impôt différé.

NOTE 10 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles
VALEUR BRUTE			
Au 31 décembre 2020	27 229	19 701	102 327
Acquisitions et constructions d'immobilisations	-	543	2 508
Cessions d'immobilisations et mises au rebut	-	(59)	(444)
Variations de périmètre	(413)	(889)	(628)
Transfert en «Actifs classés comme détenus en vue de la vente»	(57)	(26)	(52)
Autres variations	37	42	(105)
Écarts de conversion	110	90	853
AU 30 JUIN 2021	26 906	19 402	104 458
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Au 31 décembre 2020	(11 286)	(12 505)	(52 439)
Dotations aux amortissements	-	(512)	(1 798)
Pertes de valeur	(83)	(9)	(126)
Cessions d'immobilisations et mises au rebut	-	66	432
Variations de périmètre	220	487	507
Transfert en «Actifs classés comme détenus en vue de la vente»	-	9	8
Autres variations	(4)	13	48
Écarts de conversion	1	(34)	(281)
AU 30 JUIN 2021	(11 153)	(12 486)	(53 650)
VALEUR NETTE COMPTABLE			
Au 31 décembre 2020	15 943	7 196	49 889
AU 30 JUIN 2021	15 752	6 916	50 808

Au premier semestre 2021, l'augmentation nette des «Goodwill», «Immobilisations corporelles» et «Immobilisations incorporelles» s'explique essentiellement par :

- des investissements de maintenance et de développement pour un total de 2 752 millions d'euros concernant principalement des constructions et des développements de champs éoliens et solaires aux États-Unis, en France et en Amérique Latine, ainsi que des extensions de réseaux de transport et de distribution dans le secteur Infrastructures France ;
- l'appréciation du dollar américain pour 337 millions d'euros, du real brésilien pour 235 millions d'euros et de la livre sterling pour 140 millions d'euros ;

partiellement compensée par :

- des amortissements pour un total de -2 310 millions d'euros ;
- des variations de périmètre pour -717 millions d'euros résultant principalement de la cession partielle et perte de contrôle de GTT pour -562 millions d'euros, de la cession réalisée dans le secteur des infrastructures et des énergies thermiques en Turquie pour -70 millions d'euros et des cessions partielles dans le secteur des énergies renouvelables en France pour -55 millions d'euros ;
- des pertes de valeur pour -218 millions d'euros (cf. Note 7.1 «Pertes de valeur») ;
- le classement en «Actifs classés comme détenus en vue de la vente» pour -119 millions d'euros, principalement d'actifs dans le secteur de la mobilité électrique en France et aux Pays-Bas (cf. Note 2 «Principales variations de périmètre»).

10.1 Goodwill

À compter du 1^{er} février 2021, le Groupe est organisé autour de quatre grandes activités stratégiques ou Global Business Units – GBUs : Renouvelables, Infrastructures, Production thermique et fourniture d'énergie, ainsi que *Energy Solutions* (cf. Note 4.1 «Réorganisation d'ENGIE et modification de l'information sectorielle»).

Dans le contexte de cette réorganisation, le Groupe a modifié son information sectorielle au sens d'IFRS 8 – *Secteurs opérationnels* et a procédé en conséquence à une réallocation des *goodwill* des anciennes BUs géographiques vers les nouveaux secteurs opérationnels conformément à IAS 36 – *Dépréciations d'actifs*.

Parmi les 25 BUs qui constituaient les secteurs opérationnels dans la précédente organisation :

- 13 BUs étaient mono-métier : leurs *goodwill*, qui s'élevaient à 9,2 milliards d'euros au 1^{er} janvier 2021 (environ 60% des *goodwill* du Groupe), ont été alloués directement aux nouveaux secteurs correspondant aux métiers concernés ;
- 12 BUs étaient multi-métiers : leurs *goodwill*, qui représentaient 6,7 milliards d'euros, ont fait l'objet d'une répartition par secteur.

La réallocation des *goodwill* au niveau des secteurs au 1^{er} janvier 2021 se présente comme suit. Elle est susceptible d'être ajustée à la marge au gré de la mise en œuvre opérationnelle du modèle d'organisation cible du Groupe au second semestre.

En milliards d'euros	Renouvelables	Infrastructures	Solutions Clients <small>Energy Solutions EQUANS</small>	Thermique	Supply	Nucléaire	Autres	Goodwill 1 ^{er} janv. 2021	
France hors infrastructures									
France Renouvelables								1,2	
ENGIE Solutions France								1,5	
France BtoC								1,0	
Infrastructures France									
GRDF								4,0	
GRTgaz								0,6	
Autres								0,4	
Reste de l'Europe									
Benelux								1,3	
Génération Europe								0,5	
Nucléaire								0,8	
Royaume-Uni								1,0	
Europe Nord/Sud/Est								0,9	
Amérique Latine									
États-Unis & Canada								0,7	
Moyen-Orient, Asie & Afrique								0,7	
Autres									
dont GTT								0,2	
Goodwill 1^{er} janv. 2021	1,9	5,3	1,3	2,9	1,3	1,8	0,8	0,5	15,9
								Total mono-métiers	9,2
								Total multi-métiers	6,7

Compte tenu des marges de valeur existantes, cette réallocation des *goodwill* n'entraîne pas de perte de valeur initiale. Au 30 juin 2021, aucun indicateur de perte de valeur n'a été noté, y compris pour les actifs les plus fortement exposés aux prix de marché des commodités (centrales nucléaires et centrales hydroélectriques en France), compte tenu du niveau des prix forward constatés sur la période. Les tests de perte de valeur annuels des *goodwill* seront réalisés au second semestre 2021.

NOTE 11 INSTRUMENTS FINANCIERS

11.1 Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers ainsi que leur ventilation entre la part non courante et courante sont présentées dans le tableau ci-après :

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2021			31 déc. 2020		
		Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Autres actifs financiers	11.1	10 355	2 617	12 972	9 009	2 583	11 592
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres</i>		1 333	-	1 333	1 197	-	1 197
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>		530	-	530	471	-	471
<i>Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres</i>		2 182	117	2 298	1 795	111	1 906
<i>Instruments de dette à la juste valeur par résultat</i>		1 996	464	2 459	1 404	432	1 836
<i>Prêts et créances au coût amorti ⁽¹⁾</i>		4 315	2 037	6 352	4 141	2 041	6 182
Créances commerciales et autres débiteurs	5.2	-	16 699	16 699	-	14 295	14 295
Actifs de contrats	5.2	34	7 584	7 618	26	7 738	7 764
Trésorerie et équivalents de trésorerie		-	12 112	12 112	-	12 980	12 980
Instruments financiers dérivés	11.4	8 602	32 739	41 341	2 996	8 069	11 065
TOTAL		18 991	71 752	90 743	12 031	45 665	57 696

(1) Les prêts et créances au coût amorti comprennent notamment le prêt relatif au financement du projet de gazoduc Nord Stream 2 pour un montant total de 970 millions d'euros (y compris intérêts capitalisés).

11.1.1 Autres actifs financiers

La variation des instruments de capitaux propres et de dette à la juste valeur entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021 est présentée ci-après :

Instruments de capitaux propres à la juste valeur

En millions d'euros	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Total
AU 31 DECEMBRE 2020	1 197	471	1 668
Acquisitions	217	30	248
Cessions	(134)	(21)	(155)
Variations de juste valeur	51	49	100
Variations de périmètre, change et divers	2	-	2
AU 30 JUIN 2021	1 333	530	1 862
Dividendes	1	12	13

Les instruments de capitaux propres détenus par le Groupe s'élèvent à 1 862 millions d'euros au 30 juin 2021 dont 761 millions d'euros d'instruments cotés.

Ils comprennent notamment la participation minoritaire du Groupe dans Nord Stream AG pour un montant de 552 millions d'euros, ainsi que la participation résiduelle du Groupe dans SUEZ pour 229 millions d'euros.

Instruments de dette à la juste valeur

<i>En millions d'euros</i>	Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres	Instruments liquides de dette destinés au placement de la trésorerie à la juste valeur par capitaux propres	Instruments de dette à la juste valeur par résultat	Instruments liquides de dette destinés au placement de la trésorerie à la juste valeur par résultat	Total
AU 31 DECEMBRE 2020	1 895	11	1 238	598	3 742
Acquisitions	852	-	1 001	55	1 909
Cessions	(472)	2	(559)	-	(1 029)
Variations de juste valeur	11	-	120	5	136
Variations de périmètre, change et divers	-	(2)	2	-	(1)
AU 30 JUIN 2021	2 287	12	1 802	658	4 758

Les instruments de dette à la juste valeur comprennent au 30 juin 2021 les obligations et OPCVM détenus par Synatom pour 4 036 millions d'euros et des instruments liquides venant en réduction de l'endettement financier net pour 669 millions d'euros (respectivement 3 086 millions d'euros et 608 millions d'euros au 31 décembre 2020).

11.1.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste de «Trésorerie et équivalents de trésorerie» s'élève à 12 112 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 12 980 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Ce poste comprend les fonds levés dans le cadre de l'émission des «obligations vertes» (cf. chapitre 5 du Document d'enregistrement universel 2020) et non encore alloués à des projets éligibles.

Il comprend également un montant de disponibilités soumises à restriction de 76 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 68 millions d'euros au 31 décembre 2020. Ces disponibilités soumises à restriction sont constituées notamment de 60 millions d'euros de disponibilités réservées à la couverture du paiement d'engagements financiers dans le cadre de financements de projets de certaines filiales.

Le résultat enregistré sur le poste de «Trésorerie et équivalents de trésorerie» au 30 juin 2021 s'établit à 15 millions d'euros contre 36 millions d'euros au 30 juin 2020.

11.2 Passifs financiers

Les différents passifs financiers au 30 juin 2021 ainsi que la ventilation entre leur part non courante et courante sont présentés dans le tableau ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2021			31 déc. 2020		
		Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts		29 864	8 540	38 403	30 092	7 846	37 939
Fournisseurs et autres créanciers	11.2	-	17 856	17 856	-	17 307	17 307
Passifs de contrats	5.2	55	3 922	3 978	39	4 315	4 354
Instruments financiers dérivés	11.4	9 194	33 411	42 605	3 789	9 336	13 125
Autres passifs financiers		76	-	76	77	-	77
TOTAL		39 189	63 728	102 918	33 997	38 805	72 802

11.3 Endettement financier net

11.3.1 Endettement financier net par nature

En millions d'euros		30 juin 2021			31 déc. 2020		
		Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts	Emprunts obligataires	24 221	1 733	25 954	24 724	1 446	26 170
	Emprunts bancaires	3 427	1 148	4 575	3 136	986	4 123
	Titres négociables à court terme	-	4 299	4 299	-	4 024	4 024
	Dettes de location	1 949	458	2 408	1 892	494	2 386
	Autres emprunts ⁽¹⁾	266	535	801	340	594	935
	Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	-	366	366	-	301	301
	TOTAL EMPRUNTS	29 864	8 540	38 403	30 092	7 846	37 939
Autres actifs financiers	Autres actifs financiers venant en réduction de l'endettement financier net ⁽²⁾	(266)	(1 589)	(1 855)	(210)	(1 878)	(2 088)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(12 112)	(12 112)	-	(12 980)	(12 980)
Instruments financiers dérivés	Instruments financiers dérivés relatifs à la dette ⁽³⁾	(216)	14	(202)	(306)	(107)	(413)
	ENDETTEMENT FINANCIER NET	29 381	(5 148)	24 233	29 577	(7 119)	22 458

(1) Ce poste comprend la revalorisation de la composante taux des dettes dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur pour 304 millions d'euros, les appels de marge sur dérivés de couverture de la dette positionnés au passif pour 266 millions d'euros, et l'impact du coût amorti pour 66 millions d'euros (contre respectivement 396, 262, et 117 millions d'euros au 31 décembre 2020).

(2) Comprend notamment les actifs liés au financement pour 59 millions d'euros, les instruments liquides de dette destinés aux placements de trésorerie pour 669 millions d'euros et les appels de marge sur dérivés de couverture de la dette positionnés à l'actif pour 1 127 millions d'euros (contre respectivement 55, 609 et 1 424 millions d'euros au 31 décembre 2020).

(3) Il s'agit de la composante taux de la juste valeur des instruments dérivés rentrant dans une relation de couverture de juste valeur de la dette ; ainsi que des composantes change et intérêts courus non échus de la juste valeur de l'ensemble des instruments dérivés relatifs à la dette, qualifiés ou non de couverture.

La juste valeur des emprunts (hors dettes de location) s'élève au 30 juin 2021 à 38 498 millions d'euros, pour une valeur comptable de 35 994 millions d'euros.

Les produits et charges financiers relatifs à la dette financière sont présentés dans la Note 8 « Résultat financier ».

11.3.2 Description des principaux événements de la période

11.3.2.1 Incidence des variations de périmètre et des variations de change sur l'évolution de l'endettement financier net

Au cours du premier semestre 2021, les variations de change se sont traduites par une augmentation de l'endettement financier net de 289 millions d'euros, dont +157 millions d'euros sur le real brésilien et +108 millions d'euros sur le dollar américain.

Les variations de périmètre (y compris effet cash des acquisitions et cessions) n'ont pas généré d'évolution significative de l'endettement financier net. Cette évolution provient pour l'essentiel des éléments suivants :

- des cessions d'actifs réalisées sur la période qui se traduisent par une réduction de l'endettement financier net de 252 millions d'euros, incluant notamment la cession de 10% de GTT (cf. Note 2.1 « Cessions réalisées au cours du premier semestre 2021 ») ;
- du classement en « Actifs destinés à être cédés » de la participation du Groupe dans la société ENGIE EPS, se traduisant par une réduction de l'endettement financier net de 31 millions d'euros (cf. Note 2.2 « Actifs destinés à être cédés ») ;

- des acquisitions réalisées sur le semestre qui se traduisent par une augmentation de l'endettement financier net de 447 millions d'euros (cf. Note 2.4 «Acquisitions réalisées au cours du premier semestre 2021»).

11.3.2.2 Opérations de financement et de refinancement

Le Groupe a effectué les principales opérations suivantes au cours du premier semestre 2021 :

ENGIE SA :

- le 18 janvier 2021, ENGIE SA a procédé au remboursement à l'échéance d'un emprunt obligataire de 900 millions d'euros, portant un coupon de 6,38% ;
- le 11 février 2021, ENGIE SA a procédé au remboursement à l'échéance d'un emprunt obligataire de 226 millions de livres sterling (252 millions d'euros), portant un coupon de 6,13% ;
- le 10 juin 2021, ENGIE SA a notifié l'exercice de l'option annuelle de remboursement et reconnu en dette financière la tranche de 363 millions d'euros de titres super-subordonnés (soit un montant total de 379 millions d'euros y compris coupon couru), précédemment comptabilisée en capitaux propres, portant un coupon de 4,75%. La dette a été remboursée le 10 juillet 2021 (cf. Note 11.5 «Titres super-subordonnés») ;
- le 2 juin 2021, ENGIE SA a procédé à l'émission d'une obligation remboursable en actions GTT de 290 millions d'euros, à échéance au 2 juin 2024, portant un coupon de 0% ;

Autres entités du Groupe :

- les 1^{er} mai et 24 juin 2021, ENGIE Brasil Energia a procédé au tirage de deux emprunts bancaires pour un montant total de 800 millions de real brésiliens (123 millions d'euros) et arrivant à échéance en mars 2044 ;
- les 5 février, 30 mars, 28 mai et 30 juin 2021, ENGIE Brasil Energia a procédé au tirage de trois emprunts bancaires pour un montant total de 1 136 millions de real brésiliens (175 millions d'euros) et arrivant à échéance en mai 2044 ;
- le 1^{er} juin 2021, ENGIE Energia Perù SA a souscrit à trois emprunts bancaires d'un montant total de 150 millions de dollars américains (124 millions d'euros) et arrivant à échéance au 1^{er} juin 2022.

11.4 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés à l'actif et au passif sont évalués à la juste valeur et s'analysent comme suit :

En millions d'euros	30 juin 2021						31 déc. 2020					
	Actifs			Passifs			Actifs			Passifs		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	503	56	559	287	69	356	619	147	766	313	39	353
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	7 232	32 671	39 904	6 963	33 287	40 249	1 163	7 879	9 042	945	9 252	10 197
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments ⁽¹⁾	866	12	879	1 944	55	1 999	1 214	43	1 257	2 530	45	2 575
TOTAL	8 602	32 739	41 341	9 194	33 411	42 605	2 996	8 069	11 065	3 789	9 336	13 125

(1) Les instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments comprennent principalement la composante taux des instruments dérivés de couverture (non qualifiés de couverture ou qualifiés de couverture de flux de trésorerie), qui sont exclus de l'agrégat endettement financier net, ainsi que les instruments de couverture d'investissement net.

11.4.1 Classification des instruments financiers et juste valeur par niveau

Au cours du premier semestre 2021, le Groupe n'a procédé à aucun changement significatif de classification d'instruments financiers et n'a constaté aucun transfert significatif entre différents niveaux de juste valeur.

11.5 Titres super-subordonnés

Le Groupe a mis en paiement des coupons d'intérêts pour un montant de 59 millions d'euros.

Conformément aux dispositions d'IAS 32 – *Instruments financiers – Présentation*, et compte tenu de leurs caractéristiques, ces instruments sont comptabilisés en capitaux propres dans les états financiers consolidés du Groupe (cf. «*Etat des variations des capitaux propres*»).

Le 10 juin 2021, ENGIE SA a notifié l'exercice de l'option annuelle de remboursement de la tranche de 363 millions d'euros (soit un montant total de 379 millions d'euros y compris coupon couru), précédemment comptabilisée en capitaux propres et reclassée en dette, jusqu'à son paiement le 10 juillet 2021.

NOTE 12 RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Groupe utilise principalement des dérivés pour couvrir son exposition aux risques de marché. La gestion des risques financiers est présentée dans le chapitre 2 «Facteurs de risque et contrôle» du Document d'enregistrement universel 2020.

12.1 Risques de marché

12.1.1 Risques de marché sur matières premières

12.1.1.1 Activités de *portfolio management*

Les sensibilités du portefeuille d'instruments financiers dérivés sur matières premières utilisés dans le cadre des activités de *portfolio management* au 30 juin 2021 sont présentées dans le tableau ci-après. Elles ne sont pas représentatives des évolutions futures du résultat et des capitaux propres du Groupe dans la mesure, notamment, où elles ne comprennent pas les sensibilités des contrats d'achat et de vente de matières premières sous-jacents.

Analyse de sensibilité ⁽¹⁾

En millions d'euros	Variations de prix	30 juin 2021		31 déc. 2020	
		Impact sur le résultat avant impôts	Impact sur les autres éléments du résultat global avant impôts	Impact sur le résultat avant impôts	Impact sur les autres éléments du résultat global avant impôts
Produits pétroliers	+10 \$US/bbl	34	199	119	266
Gaz naturel	+3 €/MWh	330	523	379	537
Electricité	+5 €/MWh	(112)	(43)	(90)	(39)
Charbon	+10 \$US/ton	-	-	-	1
Droits d'émission de gaz à effet de serre	+2 €/ton	(148)	1	(116)	1
EUR/USD	+10%	(95)	203	37	-
EUR/GBP	+10%	(10)	-	(6)	7

(1) Les sensibilités, présentées ci-dessus, portent uniquement sur les instruments financiers dérivés sur matières premières utilisés à des fins de couverture dans le cadre des activités de *portfolio management*.

12.1.1.2 Activités de *trading*

La quantification du risque de marché des activités de *trading* par la *Value at Risk* (VaR) fournit une mesure du risque, tous marchés et produits confondus. La VaR représente la perte potentielle maximale sur la valeur d'un portefeuille compte tenu d'un horizon de détention et d'un intervalle de confiance. La VaR ne constitue pas une indication des résultats attendus mais fait l'objet d'un *backtesting* régulier.

Le Groupe utilise un horizon de détention de 1 jour et un intervalle de confiance de 99% pour le calcul de la VaR. Ce dispositif est complété par un scénario de *stress tests*, conformément aux exigences de la réglementation bancaire.

La VaR présentée ci-après correspond aux VaR globales des entités de *trading* du Groupe.

Value at Risk

En millions d'euros	30 juin 2021	2021 moyenne ⁽¹⁾	Maximum 2021 ⁽²⁾	Minimum 2021 ⁽²⁾	2020 moyenne ⁽¹⁾
Activités de trading	7	6	10	4	10

(1) Moyenne des VaR quotidiennes.

(2) Maximum et minimum observés des VaR quotidiennes en 2021.

12.1.2 Risque de change et de taux d'intérêt

12.1.2.1 Risque de change

L'analyse de sensibilité du résultat financier au risque de change (hors impact de conversion du résultat des entités étrangères) a été établie sur la base de l'ensemble des instruments financiers gérés par la trésorerie et présentant un risque de change (y compris les instruments financiers dérivés).

L'analyse de sensibilité des capitaux propres au risque de change a été établie sur la base de l'ensemble des instruments financiers qualifiés de couverture d'investissement net à la date de clôture.

Pour le risque de change, la sensibilité correspond à une variation des cours de change des devises contre l'euro de plus ou moins 10% par rapport au cours de clôture.

En millions d'euros	30 juin 2021			
	Impact sur le résultat		Impact sur les capitaux propres	
	+10% ⁽¹⁾	-10% ⁽¹⁾	+10% ⁽¹⁾	-10% ⁽¹⁾
Expositions libellées dans une autre devise que la devise fonctionnelle des sociétés les portant dans leurs états de situation financière ⁽²⁾	(5)	5	NA	NA
Instruments financiers (dettes et dérivés) qualifiés de couvertures d'investissement net ⁽³⁾	NA	NA	336	(336)

(1) +(-)10% : dépréciation (appréciation) de 10% de l'ensemble des devises face à l'euro.

(2) Hors dérivés qualifiés de couvertures d'investissement net.

(3) Cette variation est compensée par un effet de sens inverse sur l'investissement net en devises couvert.

12.1.2.2 Risque de taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité a été établie sur la base de la situation de l'endettement net (y compris instruments financiers dérivés de taux d'intérêt et de change liés à la dette nette) à la date de clôture.

Pour le risque de taux d'intérêt, la sensibilité correspond à une variation de la courbe de taux de plus ou moins 100 points de base par rapport aux taux d'intérêt en vigueur à la date de clôture.

En millions d'euros	30 juin 2021			
	Impact sur le résultat		Impact sur les capitaux propres	
	+100 points de base	-100 points de base	+100 points de base	-100 points de base
Charge nette d'intérêts sur le nominal de la dette nette à taux variable et les jambes à taux variable des dérivés	(18)	17	NA	NA
Variation de juste valeur des dérivés non qualifiés de couverture	64	(80)	NA	NA
Variation de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	NA	NA	363	(442)

Dans le cadre de la réforme des taux d'intérêts de référence, le Groupe a défini une organisation dédiée à la gestion de la transition en mettant en place un groupe de travail ad hoc réunissant la direction financière, la direction juridique et l'administration des systèmes d'information. Ce groupe de travail a cartographié et priorisé les impacts de la réforme sur le plan de la documentation financière, la gestion opérationnelle et les systèmes de gestion. Il s'est fixé notamment un calendrier d'avancement pour répondre aux évolutions nécessaires.

L'approche déployée par le Groupe permet d'adresser la problématique tant au niveau des véhicules de financement centraux qu'au niveau des financements et autres contrats externes concernés portés directement par les *Business Units*.

Au niveau central, le Groupe prévoit également un basculement de ses contrats d'appel de marge sous une rémunération €STR flat avec versement d'une compensation financière au second semestre 2021.

Dans le cadre de cette transition, le Groupe a choisi de remplacer les taux de référence IBOR par un taux sans risque *overnight* capitalisé (*Risk Free Rate*) majoré d'un *spread* d'ajustement.

Par ailleurs, le Groupe ne prévoit aucune incidence sur sa politique de gestion du risque de taux d'intérêt et de change.

12.2 Risque de contrepartie

12.2.1 Pertes de valeurs attendues sur créances commerciales et autres débiteurs, actifs de contrat et sur prêts et créances au coût amorti

Dans le cadre de la gestion de la crise du COVID, le Groupe a renforcé le suivi des encaissements et du risque de défaillance dans ses activités BtoB, BtoC et Energy Management. Au 30 juin 2021, le suivi des contreparties et des balances âgées n'ont pas conduit le Groupe à un ajustement du taux de provisionnement.

Créances commerciales et autres débiteurs, actifs de contrat

En millions d'euros	30 juin 2021			31 déc. 2020		
	Brut ⁽¹⁾	Pertes de valeur attendues	Net	Brut ⁽¹⁾	Pertes de valeur attendues	Net
Créances commerciales et autres débiteurs	14 598	(1 355)	13 243	14 021	(1 276)	12 745
Actifs de contrats	7 647	(29)	7 618	7 784	(20)	7 764
TOTAL	22 245	(1 384)	20 861	21 805	(1 295)	20 509

(1) Le total des encours (hors appels de marge) comprend les impacts liés à la TVA ou à tout autre élément non sujet au risque de crédit.

Au 30 juin 2021, le Groupe n'a pas reconnu de pertes de valeur attendues significatives au compte de résultat.

Prêts et créances au coût amorti

En millions d'euros	30 juin 2021	31 déc. 2020
Brut ⁽¹⁾	5 050	4 626
Pertes de valeur attendues	(213)	(201)
TOTAL	4 837	4 425

(1) Le total des encours (hors appels de marge et impacts du coût amorti) comprend les impacts liés à la TVA ou à tout autre élément non sujet au risque de crédit.

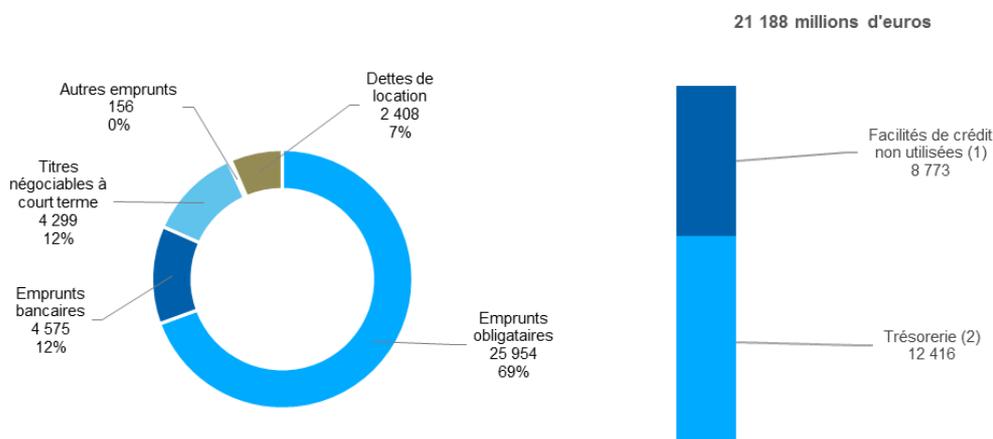
Au 30 juin 2021, le Groupe n'a pas reconnu de pertes de valeur attendues significatives au compte de résultat.

12.3 Risque de liquidité

Dans le cadre de son exploitation, le Groupe est exposé à un risque de manque de liquidités permettant de faire face à ses engagements contractuels. Aux risques inhérents à la gestion du besoin en fonds de roulement (BFR) viennent s'ajouter les appels de marge requis par certaines activités de marché.

Diversification des sources de financement et liquidité

En millions d'euros



(1) Net des titres négociables à court terme.

(2) Trésorerie composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des autres actifs financiers venant en réduction de l'endettement financier net, net des découverts bancaires et comptes courants de trésorerie, 71% placés en zone euro.

12.3.1 Flux contractuels non actualisés relatifs aux activités financières**Flux contractuels non actualisés sur l'encours des emprunts par date de maturité**

En millions d'euros	2021	2022	2023	2024	2025	Au-delà de 5 ans	Total au 30 juin 2021	Total au 31 déc. 2020
Emprunts obligataires	936	2 609	2 514	1 148	2 028	16 718	25 954	26 170
Emprunts bancaires	640	786	429	335	469	1 917	4 575	4 123
Titres négociables à court terme	3 334	966	-	-	-	-	4 299	4 024
Dettes de location	201	283	408	308	246	1 231	2 408	2 386
Autres emprunts	9	41	19	15	7	64	156	150
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	366	-	-	-	-	-	366	301

Les autres actifs financiers et trésorerie et équivalents de trésorerie venant en réduction de l'endettement financier net ont une liquidité inférieure à 1 an.

Flux contractuels non actualisés relatifs aux contrats de location

Au 30 juin 2021, le Groupe en tant que preneur est potentiellement exposé à des sorties de trésorerie futures non prises en compte lors de l'évaluation des passifs locatifs à hauteur de 1 678 millions d'euros (dont environ 80 % sont relatifs à des engagements potentiels au-delà de 2026). Ce montant concerne des contrats de location qui n'ont pas encore pris effet et porte essentiellement sur des locations immobilières et sur de futurs passifs locatifs relatifs à l'éventuelle prolongation d'un contrat de concession hydroélectrique.

Facilités de crédit confirmées non utilisées

En millions d'euros	2021	2022	2023	2024	2025	Au-delà de 5 ans	Total au 30 juin 2021	Total au 31 déc. 2020
Programme de facilités de crédit confirmées non utilisées	622	6 568	549	-	4 998	334	13 072	13 695

Parmi ces programmes disponibles, 4 299 millions d'euros sont affectés à la couverture des titres négociables à court terme émis.

Au 30 juin 2021, aucune contrepartie ne représentait plus de 5% des programmes de lignes de crédit confirmées non tirées.

NOTE 13 PROVISIONS

<i>En millions d'euros</i>	Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	Gestion de l'aval du cycle du combustible nucléaire ⁽¹⁾	Démantèlement des installations ⁽¹⁾ et Remise en état de sites	Autres risques	Total
AU 31 DÉCEMBRE 2020	8 941	7 948	7 841	2 342	27 073
Dotations	217	99	11	246	572
Reprises pour utilisation	(200)	(88)	(57)	(304)	(649)
Reprises pour excédent	-	-	-	(4)	(4)
Variation de périmètre	(5)	-	-	(13)	(18)
Effet de la désactualisation	34	126	97	8	264
Écarts de change	6	-	11	7	23
Autres	(1 243)	(197)	230	(2)	(1 213)
AU 30 JUIN 2021	7 750	7 887	8 132	2 279	26 048
Non courant	7 611	7 789	8 107	376	23 883
Courant	138	99	25	1 904	2 165

(1) Les provisions nucléaires s'élèvent à 14 876 millions d'euros au 30 juin 2021, contre 14 677 millions d'euros au 31 décembre 2020, dont 14 160 millions d'euros de provisions gérées par Synatom au titre de la gestion de l'aval du cycle (7 887 millions d'euros) et du démantèlement des installations (6 273 millions d'euros).

L'analyse par nature des provisions et les principes applicables à leurs modalités de calcul sont décrits dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2020.

L'effet de la désactualisation portant sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme correspond à la charge d'intérêts sur la dette actuarielle, nette des produits d'intérêts des actifs de couverture.

La ligne «Autres» se compose essentiellement des écarts actuariels générés en 2021 sur les avantages postérieurs à l'emploi, lesquels sont comptabilisés en «Autres éléments du résultat global», ainsi que des provisions constatées en contrepartie d'un actif de démantèlement ou de remise en état de site.

13.1 Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme

L'augmentation des taux d'actualisation constatée au premier semestre 2021 s'est traduite par une diminution de 1 026 millions d'euros de ces engagements par rapport au 31 décembre 2020. La valeur des actifs des régimes est globalement restée stable par rapport à fin 2020.

13.2 Obligations relatives aux installations de production nucléaire

Dans le cadre de la production d'énergie à partir d'unités nucléaires, le Groupe assume des obligations liées à la gestion de l'aval du cycle du combustible nucléaire et au démantèlement des centrales nucléaires.

Ces provisions, leur cadre légal et principales sensibilités aux différentes hypothèses sont présentées dans la Note 19.2 «Obligations relatives aux installations de production nucléaire» des états financiers consolidés au 31 décembre 2020.

Les actifs financiers dédiés à la couverture des dépenses futures de démantèlement des installations nucléaires et de gestion des matières fissiles irradiées et leur cadre légal sont présentés dans la Note 16.1.4 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020. Les prêts à des personnes morales externes au Groupe et les autres placements de trésorerie ont évolué sur le premier semestre 2021 comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
Prêt à des personnes morales externes au Groupe	9	11
Prêt à Sibelga	9	11
Autres prêts et créances au coût amorti	221	332
Instruments de dette - trésorerie soumise à restriction	221	332
Instruments de capitaux propres et de dette à la juste valeur	4 562	3 492
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	517	406
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	9	-
Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres	2 284	1 895
Instruments de dette à la juste valeur par résultat	1 752	1 191
TOTAL	4 792	3 835

13.3 Autres risques

Ce poste comprend principalement les provisions constituées au titre des litiges commerciaux et des réclamations et risques fiscaux (hors impôts sur les sociétés, en application d'IFRIC 23), ainsi que les provisions pour contrats déficitaires relatifs aux contrats de transport et de réservation de capacité de stockage.

NOTE 14 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions avec des parties liées décrites dans la Note 22 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020 n'ont pas connu d'évolution significative à fin juin 2021.

NOTE 15 CONTENTIEUX ET ENQUÊTES

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et procédures au titre de la concurrence avec des tiers ou avec des autorités judiciaires et/ou administratives (y compris fiscales).

Les contentieux et enquêtes sont détaillés dans la Note 25 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020. Ceux qui ont connu une évolution au cours du premier semestre 2021 sont présentés ci-après.

15.1 Infrastructures

15.1.1 Enquête sur le mécanisme de régulation du stockage de gaz naturel en France

Le 29 février 2020, la Commission européenne a annoncé l'ouverture d'une enquête approfondie en matière d'aide d'État sur le dispositif de régulation du stockage mis en place au 1^{er} janvier 2018 pour assurer la sécurité d'approvisionnement en gaz en France. Storengy et Géométhane ont transmis tous les éléments nécessaires à la Commission pour faire valoir leurs analyses. La Commission européenne a clôturé son enquête et a publié un communiqué de presse le 28 juin 2021 annonçant sa décision de compatibilité du dispositif de régulation du stockage avec les règles européennes relatives aux aides d'État. Cette décision sera publiée ultérieurement.

15.2 Solutions Clients

15.2.1 Cession de 29,9% du capital de SUEZ à Veolia

Dans le cadre de la cession par ENGIE à Veolia de 29,9% du capital de SUEZ le 6 octobre 2020, ENGIE a été appelée dans diverses procédures tant en référé qu'au fond et tant en droit social qu'en droit commercial. Ces procédures mettent en présence au principal Veolia et SUEZ. Ces procédures ont été engagées par SUEZ, agissant seule ou conjointement avec ses instances représentatives du personnel. Toutes ces procédures ont été clôturées suite à l'accord intervenu entre Veolia et SUEZ le 14 mai 2021. ENGIE a agi en toutes circonstances dans son bon droit, n'a violé aucune de ses obligations et la cession à Veolia intervenue, qui est définitive, ne présente aucun vice de forme ou de fond qui pourrait entacher la validité.

15.3 Supply

15.3.1 Démarchage en France

EDF a assigné ENGIE devant le Tribunal de commerce de Nanterre le 20 juillet 2017 concernant de prétendus faits de concurrence déloyale dans le cadre des campagnes de démarchage principalement en porte à porte et réclamait 13,5 millions d'euros en réparation de son prétendu préjudice. Le Tribunal de commerce, dans son jugement du 14 décembre 2017 a condamné ENGIE à verser la somme de 150 000 euros à EDF en considérant qu'ENGIE avait commis des actes de concurrence déloyale tout en reconnaissant qu'il n'y avait aucun fait de dénigrement à l'encontre d'EDF et qu'ENGIE avait mis en place un dispositif de formation et de contrôle de ses partenaires.

ENGIE a fait appel du jugement et EDF a formé un appel incident et a réclamé 94,7 millions d'euros en réparation de son prétendu préjudice. L'arrêt de la Cour d'appel de Versailles a été rendu le 12 mars 2019 en condamnant ENGIE à verser 1 million d'euros à EDF. En outre, la Cour d'appel a ordonné à ENGIE, sous astreinte provisoire de 10 000 euros par infraction constatée sur une période d'un an, de cesser ou faire cesser tout acte de parasitisme et de dénigrement au préjudice d'EDF.

Le 6 juillet 2020, EDF a demandé au juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Nanterre de liquider l'astreinte prononcée par la Cour d'appel de Versailles en demandant le versement d'une somme par ENGIE de 106,89 millions d'euros et le prononcé d'une astreinte définitive de 50 000 d'euros par infraction constatée et pour une durée d'un an. Le juge de

l'exécution a rendu sa décision le 11 décembre 2020 au terme de laquelle elle condamne ENGIE à verser la somme de 230 000 d'euros à EDF et prononce une nouvelle astreinte provisoire d'un montant de 15 000 euros par nouvelle infraction constatée, pendant 1 an à compter de la signification du jugement par EDF.

Le 22 décembre 2020, EDF a fait appel de ce jugement du juge de l'exécution devant la Cour d'appel de Versailles. Le 1^{er} juillet 2021, la Cour d'appel de Versailles a rendu sa décision. Elle réduit la condamnation d'ENGIE à 190 000 euros et, considérant qu'ENGIE a démontré avoir pris des mesures susceptibles d'être efficaces et que les difficultés rencontrées tiennent pour l'essentiel au comportement des prestataires/partenaires et démarcheurs, elle annule la nouvelle astreinte provisoire et rejette la demande d'EDF de prononcer une astreinte définitive.

15.4 Autres

15.4.1 Luxembourg – Procédure d'aide d'État

Le 19 septembre 2016, la Commission européenne a publié une décision d'ouverture de procédure d'enquête en matière d'aide d'État concernant deux décisions anticipatives confirmatoires conclues avec l'État luxembourgeois, émises en 2008 et 2010, visant deux transactions similaires entre plusieurs filiales luxembourgeoises du Groupe. Le 20 juin 2018, la Commission européenne a adopté une décision finale négative considérant qu'il existe une aide d'État du Luxembourg au profit d'ENGIE. Le 4 septembre 2018, ENGIE a demandé l'annulation de la décision devant les juridictions européennes contestant l'existence d'un avantage sélectif. Cette procédure n'étant pas suspensive, ENGIE a mis une somme de 123 millions d'euros sous séquestre le 22 octobre 2018 au titre de l'une des deux transactions visées, l'autre n'ayant fait l'objet d'aucune matérialisation de l'aide. A l'issue de la procédure devant les juridictions européennes, cette somme sera remise à ENGIE ou à l'État luxembourgeois en fonction de l'annulation ou non de la décision de la Commission. Le 12 mai 2021, le Tribunal a rejeté les recours de l'État luxembourgeois et d'ENGIE confirmant ainsi la position de la Commission européenne relative à l'existence d'une aide d'État accordée aux filiales luxembourgeoises du Groupe. Le 22 juillet 2021, ENGIE a saisi la Cour de Justice de l'Union Européenne pour faire annuler la décision du Tribunal.

NOTE 16 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Cession de la participation du Groupe dans la société ENGIE EPS SA

Le 20 juillet 2021, le Groupe a finalisé la cession de sa participation dans la société ENGIE EPS SA à la société TAIWAN CEMENT CORPORATION. L'impact de cette transaction sur la dette nette du Groupe devrait s'élever à environ 150 millions d'euros au second semestre 2021, et le résultat de cession à environ 80 millions d'euros.

Cession d'une partie de la participation du Groupe dans la société GRTgaz SA

Le 29 juillet 2021, ENGIE et la Société d'Infrastructures Gazières (« SIG », détenue par CNP Assurances et la Caisse des Dépôts et des Consignations) ont signé un accord engageant pour la cession par ENGIE d'une participation de 11,5% dans GRTgaz SA (« GRTgaz ») à SIG. GRTgaz est actuellement détenu à 75% par ENGIE et à 25% par SIG. Cette réduction partielle de la participation d'ENGIE s'accompagnera d'une simplification de la structure du groupe GRTgaz qui conduira ce dernier à détenir 100% d'Elengy, contre environ 82% actuellement (le restant étant détenu par SIG elle-même). En conséquence, à l'issue de l'opération, ENGIE et SIG détiendront respectivement 61% et 39% du groupe GRTgaz.

ENGIE continuera de contrôler GRTgaz et les impacts de la transaction seront comptabilisés en capitaux propres s'agissant d'une transaction entre actionnaires. La cession permettra de réduire la dette financière nette d'ENGIE d'environ 1,1 milliard d'euros.

La transaction devrait être finalisée avant le 31 décembre 2021, sous réserve de l'obtention des approbations et autorisations réglementaires habituelles.

04 DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Personne responsable du Rapport Financier Semestriel

Catherine MacGregor, Directrice Générale.

Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel

«J'atteste que, à ma connaissance, les comptes condensés du premier semestre de l'exercice 2021 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes auxquels le Groupe est exposé pour les six mois restants de l'exercice.»

Courbevoie, le 30 juillet 2021

La Directrice Générale

Catherine MacGregor

05 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société ENGIE, relatifs à la période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Paris-la Défense, le 30 juillet 2021

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Patrick E. Suissa

Nadia Laadouli

Charles-Emmanuel Chosson

Guillaume Rouger



Société anonyme au capital de 2 435 285 011 euros
Siège social : 1 place Samuel de Champlain
92400 Courbevoie - France
Tél : +33 (1) 44 20 00 00
SIREN : 542 107 651 RCS Nanterre
TVA FR 13 542 107 651

engie.com

